

RCS : MARSEILLE

Code greffe : 1303

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MARSEILLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2010 B 04110

Numéro SIREN : 528 556 806

Nom ou dénomination : ENGINEERING AND FINANCE PARTNERS

Ce dépôt a été enregistré le 05/09/2022 sous le numéro de dépôt 17019

ENGINEERING AND FINANCE PARTNERS

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 9 442 170 EUROS

SIEGE SOCIAL : MARSEILLE (13016), 1 RUE DU DOCTEUR ZAMENHOF

528 556 806 RCS MARSEILLE

COMPTES CONSOLIDES ARRETES AU 31 MARS 2022

COPIE CERTIFIEE CONFORME

YAFOYE

Directrice Générale

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Yafoye', is written over the printed name and title.

Bilan consolidé

Actif	2022.03	2021.03
Immobilisations incorporelles	13 848	13 683
- Dont écarts d'acquisition	13 124	13 070
Immobilisations corporelles	2 714	2 265
Immobilisations financières	866	901
Titres mis en équivalence	-	-
Total actif Immobilisé	17 428	16 849
Stocks et en-cours	2 316	2 042
Créances clients et comptes rattachés	47 477	36 424
Autres créances et comptes de régularisation	11 077	8 656
Valeurs mobilières de placement	5	5
Disponibilités	17 428	17 376
Total actif circulant	78 303	64 503
Total actif	95 731	81 351

Passif	2022.03	2021.03
Capital	9 442	9 442
Primes	851	851
Ecart de réévaluation	-	-
Réserves	10 238	10 687
Résultat de l'exercice	2 462	618
Capitaux propres (part du groupe)	22 994	21 598
Intérêts minoritaires	272	321
Capitaux propres totaux	23 266	21 919
Provisions pour risques et charges	3 907	4 351
Emprunts et dettes financières	17 255	16 086
Dettes fournisseurs	23 950	15 478
Autres dettes et comptes de régularisation	27 354	23 518
Total des dettes	68 558	55 081
Total passif	95 731	81 351

Compte de résultat consolidé

Compte de résultat	2022.03	2021.03
Chiffre d'affaires	126 043	90 174
Autres produits d'exploitation	919	-798
Total des produits d'exploitation	126 962	89 375
Achats consommés matières premières et marchandises	-22 226	-14 793
Charges de personnel	-51 195	-35 968
Autres charges d'exploitation	-46 356	-33 633
Impôts et taxes	-1 795	-1 521
Total charges d'exploitation	-121 571	-85 916
EBITDA	5 391	3 460
Reprises d'amortissements et provisions	457	730
Dotations aux amortissements et aux provisions	-1 110	-1 580
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	4 739	2 611
Dotations et reprises sur écarts d'acquisition	-	211
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	4 739	2 822
Produits financiers	535	252
Charges financières	-725	-332
Résultat financier	-190	-81
Résultat courant des sociétés intégrées	4 549	2 741
Charges et produits exceptionnels	-294	-1 258
Impôt sur les résultats	-1 673	-811
Résultat net des entreprises intégrées	2 582	671
Résultat des sociétés mises en équivalence	-	-
Résultat des activités abandonnées	-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 582	671
Intérêts minoritaires	119	53
Résultat net (part du groupe)	2 463	618

Tableau des flux de trésorerie

en K€		TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	31/03/2022	31/03/2021
OPERATIONS D'EXPLOITATION	OPERATIONS D'EXPLOITATION			
	RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE			2 582
	Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité			671
	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions nettes de reprises			-75
	Plus et moins values de cession			335
	Variation des impôts différés			627
	CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT			1 702
				272
				83
				207
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT				-331
				3 612
				2 460
	Variations des stocks			-277
	Variation des créances d'exploitation			1 522
	Variations des dettes d'exploitation			-14 396
	VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT			1 085
				12 466
				-2 754
	Flux net de trésorerie lié à l'activité			-2 207
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			-147
	Décaissements sur acquisition d'immobilisations			1 405
	Variation des dettes et créances sur immobilisations			2 314
	Encaissement / cessions d'immobilisations			-277
	Ecart de conversion			1 522
	Incidence des variations de périmètre et changement méthodes de consolidation			-14 396
	Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement			12 466
				-2 754
				-1 478
				-4 472
OPERATIONS DE FINANCEMENT	OPERATIONS DE FINANCEMENT			
	Augmentations de capital ou apports			-1 572
	Dividendes versés aux actionnaires de la mère			-705
	Dividendes versés aux minoritaires			108
	Variation de pourcentage d'intérêt - part des minoritaires			-4
	Intérêts courus			329
	Encaissement provenant d'emprunts (1)			181
	Remboursement d'emprunts et locations-financements			-130
	Autres			-344
	Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement			-3 814
VARIATION DE TRESORERIE de l'exercice			-1 478	-4 472
Incidences des variations de taux de change			2	-5
TRESORERIE A L'OUVERTURE (*)			15 969	16 930
TRESORERIE A LA CLOTURE (*)			15 899	15 969
(1) Hors opérations d'acquisitions/financements en locations financières				
(*) La trésorerie exprimée ici correspond à sa définition restrictive :				
Trésorerie active			17 433	17 381
Trésorerie passive			-1 534	-1 412
Trésorerie Nette			15 899	15 969

Variation des capitaux propres consolidés

	Capital	Primes	Réserves	Résultat de l'exercice	Capitaux propres - Part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	CAPITAUX PROPRES
Situation à la clôture de l'exercice 2020.03	9 442	851	10 502	2 082	22 878	212	23 089
Affectation du résultat de l'exercice 2020.03	-	-	2 082	-2 082	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-2 000	-	-2 000	-29	-2 029
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	31	-	31	83	114
Variation des écarts de conversion	-	-	-135	-	-135	-	-135
Résultat 2021.03	-	-	-	618	618	53	671
Changement de méthode (comptes individuels)	-	-	210	-	210	2	212
Autres mouvements	-	-	-4	-	-4	-	-4
Situation à la clôture de l'exercice 2021.03	9 442	851	10 686	618	21 598	321	21 919
Affectation du résultat de l'exercice 2021.03	-	-	618	-618	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-1 001	-	-1 001	-66	-1 067
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-11	-11
Variation de périmètre	-	-	-56	-	-56	-92	-148
Variation des écarts de conversion	-	-	-8	-	-8	-	-8
Résultat 2022.03	-	-	-	2 462	2 462	119	2 581
Autres mouvements	-	-	-1	-	-1	-	-1
Situation à la clôture de l'exercice 2022.03	9 442	851	10 239	2 462	22 994	271	23 266

1. Faits majeurs

1.1. Faits majeurs de l'exercice

L'épidémie de Covid-19 a des impacts négatifs marqués sur l'économie mondiale. Elle entraîne des chocs d'offre et de demande, ayant pour conséquence un ralentissement prononcé de l'activité, en raison de l'impact des mesures de confinement sur la consommation et de la défiance des agents économiques.

L'état d'urgence sanitaire pour pandémie liée au Coronavirus Covid-19 a été prononcé par l'Organisation Mondiale de la Santé le 30 janvier 2020. En réponse à cette situation, le gouvernement français a instauré une interdiction de déplacement en France du 17 mars au 11 mai 2020 et a mis en place des mesures de soutien aux entreprises et à l'emploi.

Le Groupe est amené depuis cet état d'urgence à devoir faire face aux conséquences de cette pandémie et des moyens mis en œuvre pour lutter contre sa propagation.

Conformément aux recommandations de l'Autorité des Normes Comptables sur les conséquences du Covid-19 (du 18 mai 2020) et à la réglementation comptable applicable, les impacts liés à la crise sanitaire du Covid-19 font l'objet d'un enregistrement dans les comptes clos le 31/03/2022. La présente information a été établie en retenant une approche ciblée.

A la date d'arrêté des comptes annuels de l'exercice clos au 31/03/2022, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Les états financiers du Groupe ont donc été préparés sur la base de la continuité d'exploitation. De plus, aucun ajustement de la valeur comptable des actifs et des passifs n'a été nécessaire du fait de cette crise sanitaire au regard des conditions qui existaient à la date d'arrêté des comptes.

Les sociétés PARLYM MAURITIUS, TROUVAY AND CAUVIN SÉNÉGAL, PARLYM BANGLADESH et le GIE INGENESYS ont été liquidés, ainsi ces sociétés sont déconsolidées.

1.2. Evènements postérieurs à la clôture

Acquisition d'une filiale :

- Acquisition de la filiale ISI le 29 avril 2022.

La société EFP a souscrit à l'augmentation de capital de la société ELYSE TECHNOLOGY le 4 avril 2022, portant ainsi le pourcentage de détention à 37,99%.

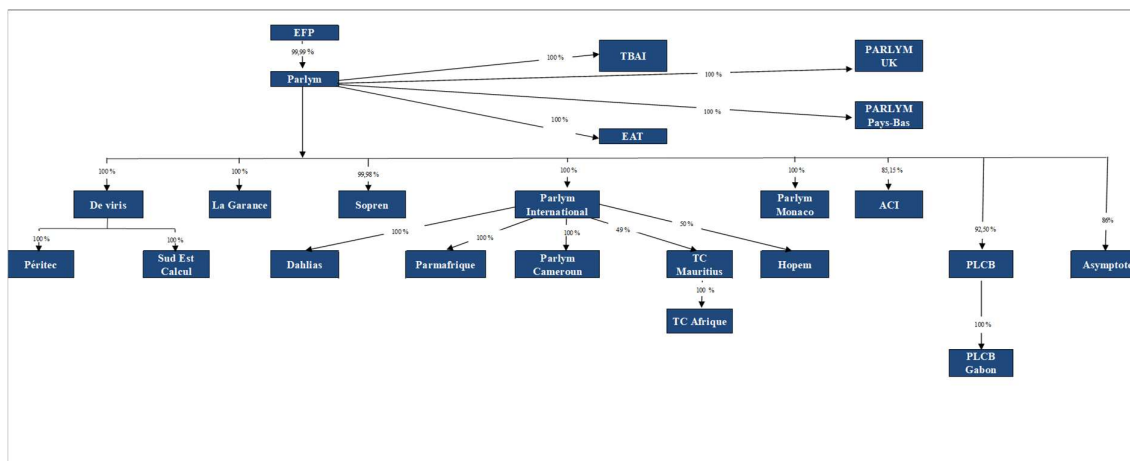
2. Activité(s) et périmètre

2.1. Activité(s)

L'activité du groupe s'articule autour de l'ingénierie et les études de projets industriels.

L'activité sectorielle est présentée en 8.

2.2. Organigramme au 31 mars 2022



2.3. Entités consolidées

Les entités incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-dessous :

Société et forme juridique	Siège social	N° Siren	Méthode de consolidé 2022	Méthode de consolidé 2021	% contrôle	% contrôle	% intérêt	% intérêt
					2022	2021	2022	2021
Engineering and Finance Partners (E F P)	Marseille (France)	528556806	Société mère	Société mère	Société mère	Société mère	Société mère	Société mère
Parlym SAS	Marseille (France)	4001311160	Intégration globale	Intégration globale	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%
Parlym International SAS	Marseille (France)	348497769	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
Sopren SARL	Marseille (France)	317809630	Intégration globale	Intégration globale	99,98%	99,98%	99,97%	99,97%
Sud Est Calcul SARL	Marseille (France)	349372292	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
De Viris SAS	Marseille (France)	071803795	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
La Garance SCI	Marseille (France)	443395876	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
Parmafrique	Abidjan (Côte d'Ivoire)		Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
Péritec SARL	Marseille (France)	488047390	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
GIE Ingenesys	Martigues (France)	504251620	Déconsolidée	Intégration globale	0,00%	50,00%	0,00%	49,99%
Dahlia SCI	Marseille (France)	518868013	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
Trouvay And Cauvin Afrique	Abidjan (Côte d'Ivoire)		Intégration proportionnelle	Intégration proportionnelle	49,00%	49,00%	48,99%	48,99%
Trouvay And Cauvin Sénégal	Dakar (Sénégal)		Déconsolidée	Intégration proportionnelle	0,00%	49,00%	0,00%	48,99%
Parlym Bangladesh	Dhaka (Bangladesh)		Déconsolidée	Intégration globale	0,00%	99,99%	0,00%	99,98%
Parlym Cameroun	Douala (Cameroun)		Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
TBAI	Tassin La Demi Lune (France)	434385498	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
EAT	Suresne (France)	383195021	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
PARLYM MAURICIUS	Ebène (Ile Maurice)		Déconsolidée	Intégration globale	0,00%	100,00%	0,00%	99,99%
TC MAURICIUS	Ebène (Ile Maurice)		Intégration proportionnelle	Intégration proportionnelle	49,00%	49,00%	48,99%	48,99%
ACI-SOMAGEP	Chaponnay (France)	404442063	Intégration globale	Intégration globale	85,15%	85,15%	85,14%	85,14%
PLCB	Gelos (France)	514789353	Intégration globale	Intégration globale	92,50%	92,50%	92,50%	92,50%
PLCB GABON	Port Gentil (GABON)		Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	92,50%	92,50%
ASYMPTOTE	Rueil Malmaison (France)	508196839	Intégration globale	Intégration globale	86,00%	86,00%	85,99%	85,99%
PARLYM MONACO	Monaco		Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
PARLYM MADAGASCAR	Antananarivo (Madagascar)		Intégration proportionnelle	Intégration proportionnelle	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
PARLYM UK			Intégration globale	Non consolidée	100,00%	0,00%	99,99%	0,00%
PARLYM PAYS-BAS			Intégration globale	Non consolidée	100,00%	0,00%	99,99%	0,00%

2.4. Entités exclues du périmètre de consolidation

Le poste « titres de participation » comprend essentiellement :

- Les titres de la société Elyse Technology, détenue à hauteur de 29,26%. Le montant des titres s'élève à 355 K€, déprécié à hauteur de 223 K€. Cette société a été exclue du périmètre de consolidation. Le Groupe n'exerce pas d'influence, dite notable et ne siège pas à l'organe de direction. C'est la raison pour laquelle elle a été considérée comme non consolidable.
La participation a augmenté postérieurement à la clôture (cf. §1.2.).
- Les titres de la société IDR, détenue à hauteur de 51%. Cette société est en cours de liquidation, ce pourquoi elle est déconsolidée depuis le 31 mars 2020. Les titres ont fait l'objet d'une dépréciation pour leur montant global, soit 503 K€.

2.5. Date d'arrêté des comptes

Société et forme juridique	Siège social	N° Siren	Date de clôture	Exercices comptables retenus	Durées retenues	Note
Engineering and Finance Partners (E F P)	Marseille (France)	528556806	31/03/2022	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	
Parlym SAS	Marseille (France)	4001311160	31/03/2022	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	
Parlym International SAS	Marseille (France)	348497769	31/12/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
Sopren SARL	Marseille (France)	317809630	31/12/2021	01/01/2021 au 31/12/2021	12 mois	2
Sud Est Calcul SARL	Marseille (France)	349372292	31/12/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
De Viris SAS	Marseille (France)	071803795	31/12/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
La Garantie SCI	Marseille (France)	443395876	31/12/2021	01/01/2021 au 31/12/2021	12 mois	2
Parmafrique	Abidjan (Côte d'Ivoire)		31/12/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
Péritec SARL	Marseille (France)	488047390	31/12/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
GIE Ingenesys	Martigues (France)	504251620	/	/	0 mois	
Dahlias SCI	Marseille (France)	518868013	31/12/2021	01/01/2021 au 31/12/2021	12 mois	2
Trouvay And Cauvin Afrique	Abidjan (Côte d'Ivoire)		31/12/2021	01/01/2021 au 31/12/2021	12 mois	2
Trouvay And Cauvin Sénégal	Dakar (Sénégal)		/	/	0 mois	
Parlym Bangladesh	Dhaka (Bangladesh)		/	/	0 mois	
Parlym Cameroun	Douala (Cameroun)		31/12/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
TBAI	Tassin La Demi Lune (France)	434385498	31/12/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
EAT	Suresne (France)	383195021	31/12/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
PARLYM MAURICIUS	Ebène (Ile Maurice)		/	/	0 mois	
TC MAURICIUS	Ebène (Ile Maurice)		31/12/2021	01/01/2021 au 31/12/2021	12 mois	2
ACI-SOMAGEP	Chaponnay (France)	404442063	31/12/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
PLCB	Gelos (France)	514789353	31/12/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
PLCB GABON	Port Gentil (GABON)		31/12/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
ASYMPTOTE	Rueil Malmaison (France)	508196839	30/06/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
PARLYM MONACO	Monaco		31/12/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
PARLYM MADAGASCAR	Antananarivo (Madagascar)		31/12/2021	01/01/2021 au 31/12/2021	12 mois	2
PARLYM UK			31/12/2021	10/03/2021 au 31/12/2021	10 mois	3
PARLYM PAYS-BAS			31/12/2021	08/12/2020 au 31/12/2021	13 mois	3

Note :

- (1) Le différentiel de date de clôture entre la SAS EFP (clôture 31 mars 2022) et les filiales ci-dessus a été appréhendé grâce à l'établissement d'une situation au 31 mars 2021 et au 31 mars 2022
- (2) Le bilan des sociétés ci-dessus a été intégré au 31 décembre 2021. Il n'y a pas eu d'événements significatifs entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2022.
- (3) Les deux sociétés ci-dessus ont été créées et leurs bilans ont été intégrés à compter de leur création jusqu'au 31 décembre 2021.

2.6. Entrées de périmètre

Les sociétés PARLYM UK et PARLYM PAYS-BAS ont été nouvellement intégrées dans les comptes consolidés au 31 mars 2022. Voici la contribution de chacune aux principaux agrégats à cette date :

en K€	PARLYM UK	PARLYM PAYS-BAS
Capitaux propres	-1	-6
Chiffre d'affaires	0	0
Résultat net	-1	-6

2.7. Sorties de périmètre

Plusieurs sorties de périmètre ont été réalisées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022 :

GIE INGENESYS :

Le GIE INGENESYS, détenu à 25% par DE VIRIS, 12,5% par PERITEC et 12,5% par SUD EST CALCUL, a été liquidé au cours de l'exercice. La liquidation était déjà en cours au 31 mars 2021.

TCS :

La société Trouvay and Cauvin Sénégal, détenue à 100% par Trouvay and Cauvin Afrique, a été dissoute par décision d'AGE, en date du 8 octobre 2021.

PARLYM BANGLADESH :

PARLYM BANGLADESH, détenue à 100% par PARLYM INTERNATIONAL a été liquidée par décision d'AGE le 10 octobre 2021.

PARLYM MAURICIUS :

PARLYM MAURICIUS, détenue à 100% par PARLYM SAS, a été dissoute. La dissolution a fait l'objet d'une parution dans les journaux locaux de l'île Maurice le 2 juin 2021.

2.8. Changements de méthodes de consolidation

Le règlement ANC 2020-01 est applicable à compter du 1er janvier 2021. Les anciens règlements applicables à l'établissement des comptes consolidés ont ainsi été abrogés. L'application de ce nouveau règlement n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

La présentation des impôts différés a, par l'application de ce règlement, été modifiée :

- Les impôts différés passifs, présentés en provisions pour risques lors des exercices précédents, sont désormais présentés en « Autres dettes et comptes de régularisation » (132 K€ contre 167 K€ l'exercice précédent).
- Les impôts différés actifs, présentés sur une ligne spécifique de l'actif lors des exercices précédents, sont désormais présentés en « Autres créances et comptes de régularisation » (859 K€ contre 1 101 K€ l'exercice précédent).
- les dotations aux amortissements de goodwill sont désormais présentés en « résultat d'exploitation » (antérieurement après le résultat exceptionnel).

3. Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

3.1. Référentiel comptable

Les comptes consolidés du Groupe EFP sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France. Les dispositions du règlement de ANC n°2020-01 sont appliquées (cf. paragraphe 2.8).

3.2. Modalités de consolidation

3.2.1. Méthodes de consolidation

La consolidation est réalisée à partir des comptes arrêtés au 31 mars 2022. Toutes les participations significatives dans lesquelles les sociétés du Groupe EFP assurent le contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le contrôle conjoint est exercé sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Certaines participations répondant aux critères ci-dessus ne sont pas consolidées du fait de leur faible impact (cf. note 2.4 "entités exclues du périmètre de consolidation").

Toutes les transactions importantes entre les sociétés consolidées sont éliminées.

L'intégration globale consiste à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;

- répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits "intérêts minoritaires" ;
- éliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

L'intégration proportionnelle consiste à :

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante la fraction représentative de ses intérêts dans les comptes de l'entreprise consolidée, après retraitements éventuels ; aucun intérêt minoritaire n'est donc constaté ;
- Éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise intégrée proportionnellement et les autres entreprises consolidées à hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise intégrée proportionnellement.

3.2.2. Élimination des opérations intragroupes

Conformément à la réglementation, les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes entre ces sociétés ont été éliminées dans les comptes consolidés.

3.3. Méthodes et règles d'évaluation

L'application des méthodes de référence du règlement ANC 2020-01 est la suivante :

Application des méthodes de référence	Obligatoire / Référence	Note
Comptabilisation des contrats de crédit-bail et des contrats assimilés	Obligatoire	3.3.3
Provisionnement des prestations de retraites et assimilés	Référence	3.3.11
Etalement des frais d'émission et primes de remboursement des emprunts obligataires sur la durée de vie de l'emprunt	Obligatoire	N/A
Comptabilisation à l'avancement des opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice	Optionnelle	3.3.5

3.3.1. Immobilisations incorporelles

3.3.1.1. Notion d'écarts d'acquisition

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre :

- Le coût d'acquisition des titres de participation ;
- La quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé.

Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits en provisions pour risques et charges et font l'objet de reprises sur une durée évaluée de la même manière que l'écart d'acquisition positif.

Conformément au règlement ANC 2020-01, l'entreprise consolidante dispose d'un délai se terminant à la clôture du premier exercice ouvert postérieurement à l'acquisition, au cours duquel elle peut procéder aux analyses et expertises nécessaires en vue de cette évaluation.

3.3.1.2. Amortissement ou dépréciation des écarts d'acquisition positifs

Pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 et suite à la modification du Code de commerce en juillet 2015 visant à transposer en droit français la directive comptable européenne de 2013, les nouveaux écarts d'acquisition ne sont plus amortis.

• Les écarts d'acquisition qui ont une durée d'utilisation **non limitée** :

- ne sont plus amortis ;
- en revanche, ils font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice.

• Les écarts d'acquisition qui ont une durée d'utilisation **limitée** :

- sont amortis sur cette durée ;
- en linéaire.

Les écarts d'acquisitions existants à l'ouverture et amortis sur les exercices antérieurs à 2016, peuvent faire l'objet d'un amortissement même postérieurement à l'exercice 2016.

Le groupe EFP a choisi d'harmoniser la méthode de comptabilisation. Ainsi, l'ensemble des écarts d'acquisition ne sont plus amortis. Ils font l'objet chaque année d'un « impairment test » afin de justifier ou non d'une dépréciation.

3.3.1.3. Evaluation des immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

3.3.1.4. Durées d'amortissement des immobilisations incorporelles

Les méthodes et durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles	Méthode	Durée
Brevets, licences	Linéaire	N/A
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 an

3.3.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production. Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les principales méthodes d'amortissement et durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Méthode	Durée
Constructions	Linéaire	20 ans
Agencements, aménagements des constructions	Linéaire	5 à 30 ans
Installations techniques, matériel et outillage	Linéaire	4 à 6 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

3.3.3. Contrats de crédit-bail et contrats assimilés

Les opérations significatives (à partir de 30 K€) réalisées au moyen d'un contrat de location-financement sont retraitées selon des modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine au contrat. Les amortissements sont conformes aux méthodes et taux précités, et l'incidence fiscale de ce retraitement est prise en compte.

3.3.4. Immobilisations financières

Ce poste est essentiellement constitué de dépôts et cautionnements versés, n'ayant pas lieu d'être dépréciés.

Par ailleurs, il comprend des titres de participation dans une société non consolidée. Ceux-ci figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

3.3.5. Stocks et travaux en-cours

Les stocks de marchandises sont évalués selon la méthode CUMP : « Coût Unitaire Moyen Pondéré ».

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire des stocks devient inférieure à leur coût d'acquisition, en fonction de l'ancienneté du stock et de son niveau de rotation. Il est appliqué au prix d'achat un coefficient de dépréciation en fonction de ces critères.

Les travaux en cours sont évalués au coût de revient direct selon la méthode de l'avancement, au poste « Créances clients » à l'actif et au poste « Produits constatés d'avance » au passif. Les frais financiers et les coûts de structure ne sont pas intégrés dans la valorisation des en-cours. Seuls les coûts directs de production composés de sous-traitance technique, coûts salariaux de production et de déplacement des salariés, sont incorporés au coût de revient.

3.3.6. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.3.7. Trésorerie et valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'achat ou de souscription, hors frais accessoires.

Une dépréciation est constituée lorsque le cours de bourse ou la valeur probable de réalisation sont inférieurs à la valeur d'achat.

3.3.8. Impôts sur les bénéfices

Conformément aux prescriptions du règlement ANC 2020-01, le groupe comptabilise des impôts différés en cas :

- de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé ;

- de crédits d'impôts et de reports déficitaires.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société.

En application du règlement CRC n°99-02, les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que :

- si leur récupération ne dépend pas des résultats futurs ;
- ou si leur récupération est probable par suite de l'existence d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

Le nouveau règlement ANC 2020.01, impose l'inclusion des impôts différés passifs dans le poste « Autres dettes ».

Impact du changement futur de taux IS en France :

Nous avons constaté en résultat l'impact du changement futur du taux d'IS à 25% dans les comptes consolidés du Groupe EFP.

3.3.9. Provisions pour risques et charges

Compte tenu de l'activité du groupe, les provisions constatées ont pour objet de couvrir des risques ou litiges à caractère ponctuel ou latent. Ces éléments sont principalement relatifs à des litiges ponctuels.

3.3.10. Méthodes de conversion des opérations en devise

Les opérations en devise sont converties selon la méthode du cours de clôture.

Les comptes de bilan sont convertis au cours de clôture. Les comptes de résultat sont convertis au taux moyen.

Les différences de conversions sont enregistrées en écart de conversion dans les capitaux propres.

3.3.11. Engagements de retraite et prestations assimilés

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés pour le calcul des indemnités de départ à la retraite, est dorénavant déterminé après la prise en compte de facteurs de rotation, mortalité et d'évolution des rémunérations.

La provision est comptabilisée directement dans les comptes sociaux de certaines sociétés du groupe (sociétés africaines).

Pour les autres sociétés du groupe, elle fait l'objet d'une comptabilisation en consolidation.

3.3.12. Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituelles distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

3.3.13. Résultats par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice.

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

4. Notes sur les postes du bilan

Les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés.

4.1. Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition portent sur les entités suivantes :

ÉCARTS D'ACQUISITION BRUTS	2021.03	Augmentation	Diminution	2022.03
ACI	1 509	-	-	1 509
PARMAFRIQUE	315	-	-	315
ASYMPTOTE PROJECT MANAGEMENT	5 115	64	-	5 180
DE VIRIS SAS	343	-	-	343
EAT	2 285	-	-	2 285
ENGINEERING AND FINANCE PARTNERS	293	-	-	293
PARLYM SAS	1 840	-	-	1 840
PARLYM INTERNATIONAL SAS	4	-	-	4
PERITEC SARL	9	-	-	9
PLCB	3 222	-	-10	3 211
SUD EST CALCUL SARL	11	-	-	11
SOPREN SARL	16	-	-	16
TBAI	455	-	-	455
TROUVAY AND CAUVIN AFRIQUE	75	-	-	75
TC MAURICIUS	135	-	-	135
Total valeur brutes	15 626	64	-10	15 680
DÉPRÉCIATIONS ÉCARTS ACQUISITION	2021.03	Augmentation	Diminution	2022.03
PARMAFRIQUE	-165	-	-	-165
DE VIRIS SAS	-107	-	-	-107
EAT	-928	-	-	-928
ENGINEERING AND FINANCE PARTNERS	-162	-	-	-162
PARLYM SAS	-911	-	-	-911
PARLYM INTERNATIONAL SAS	-4	-	-	-4
PERITEC SARL	-9	-	-	-9
SUD EST CALCUL SARL	-11	-	-	-11
SOPREN SARL	-16	-	-	-16
TBAI	-34	-	-	-34
TROUVAY AND CAUVIN AFRIQUE	-75	-	-	-75
TC MAURICIUS	-135	-	-	-135
Total dépréciations et provisions	-2 556	-	-	-2 556
ECARTS D'ACQUISITION NETS	2021.03	Augmentation	Diminution	2022.03
ACI	1 509	-	-	1 509
PARMAFRIQUE	149	-	-	149
ASYMPTOTE PROJECT MANAGEMENT	5 115	64	-	5 180
DE VIRIS SAS	237	-	-	237
EAT	1 358	-	-	1 358
ENGINEERING AND FINANCE PARTNERS	131	-	-	131
PARLYM SAS	929	-	-	929
PLCB	3 222	-	-10	3 211
TBAI	421	-	-	421
TROUVAY AND CAUVIN AFRIQUE	-0	-	-	-0
Total valeurs nettes	13 070	64	-10	13 124

Les méthodes de comptabilisation et de dépréciation des écarts d'acquisition sont décrites en § 3.3.1.

Les variations des écarts d'acquisition sur l'exercice sont liées :

- A la diminution du montant des titres PLCB de 10 K€ chez PARLYM SAS suite à la mise en jeu de la GAP (sans variation du pourcentage de détention)
- Au versement par la société ASYMPTOTE PROJECT MANAGEMENT d'un complément de prix de 75 K€ dans le cadre d'un protocole transactionnel.

Il n'a pas été constaté d'écarts d'acquisition négatifs.

4.2. Immobilisations incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou de production.

en K€	2021.03	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	2022.03
Frais d'établissement	-	-	-	-	-
Frais rech.& dévelop.	-	-	-	-	-
Conces.. brevets & licences	1 241	156	-	-35	1 362
Droit au bail	-	-	-	-	-
Fond commercial	-	-	-	-	-
Autres immob.incorporelles	942	229	-	-	1 172
Mali de fusion sur actifs incorporels	-	-	-	-	-
Immob.incorporelles en cours	-	-	-	-	-
Avces/immob.incorporelles	-	-	-	-	-
Total valeurs brutes	2 184	385	-	-35	2 534
Amort./déprec.frais établissement	-	-	-	-	-
Amort./déprec. frais rech.& dév.	-	-	-	-	-
Amort./déprec. conces.. brev.& lic.	-1 028	-125	-	35	-1 118
Amort.fonds commercial	-	-	-	-	-
Prov. fonds commercial	-	-	-	-	-
Amort./déprec. autres immob.incorp.	-542	-152	-	-	-694
Amort. - Mali de fusion sur actifs incorporels	-	-	-	-	-
Prov.écarts acquisition	-	-	-	-	-
Dép. mali de fusion sur actifs incorporels	-	-	-	-	-
Prov.immob. incorp. en cours	-	-	-	-	-
Prov.av.& acpt./immo.incorp.	-	-	-	-	-
Total Amts, dép. et prov.	-1 570	-277	-	35	-1 813
Frais d'établissement	-	-	-	-	-
Frais rech.& dévelop.	-	-	-	-	-
Conces.. brevets & licences	213	31	-	-	244
Droit au bail	-	-	-	-	-
Fond commercial	-	-	-	-	-
Autres immob.incorporelles	400	77	-	-	477
Mali de fusion sur actifs incorporels	-	-	-	-	-
Immob.incorporelles en cours	-	-	-	-	-
Avces/immob.incorporelles	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles (net)	613	108	-	-	721

4.2.1. Fonds de commerce

Ce poste comprend des fonds de commerce issus des comptes sociaux. Ils ne sont pas amortis en consolidation.

Si les fonds de commerce ne répondent pas à la définition d'un actif au sens du règlement ANC 2020-01, les fonds de commerce sont annulés en consolidation.

Tous les fonds de commerce ont été reclassés en écart d'acquisition.

4.2.2. Frais d'établissement

Les frais d'établissement inscrits dans les comptes sociaux sont annulés en consolidation.

4.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production, abstraction faite de toutes charges financières.

en K€	2021.03	Augmentations	Diminutions	Reclassements	Variations de périmètre	2022.03
Terrains	128	-	-	-	-	128
Agencements sur terrain	-	-	-	-	-	-
Terrains - CB LLD	-	-	-	-	-	-
Immeubles de placement : Terrains	-	-	-	-	-	-
Constructions	1 650	-	-	-	-	1 650
Immeubles de placements - Bâtiments	-	-	-	-	-	-
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-
Agencs constructions sol d'autrui	-	-	-	-	-	-
Constructions - CB LLD	773	-	-	-	-	773
Install. & mat.indust.	156	77	-1	54	-	287
Install. & mat.indust. - CB LLD	-	-	-	-	-	-
Autres immob.corporelles	2 939	955	-177	-54	-57	3 606
Autres immob.corporelles - CB LLD	-	-	-	-	-	-
Immob.corporelles en cours	-	-	-	-	-	-
Avces/immob.corporelles	-	35	-	-	-	35
Total valeurs brutes	5 645	1 067	-178	-0	-57	6 478
Amort./déprec. terrains	-	-	-	-	-	-
Amort./déprec. agencement sur terrain	-	-	-	-	-	-
Amort.terrains - CB LLD	-	-	-	-	-	-
Amort.Immeubles de placement : terrains	-	-	-	-	-	-
Amort./déprec. constructions	-894	-81	-	-	-	-975
Amort.Immeubles de placement : Bâtiments	-	-	-	-	-	-
Amort./déprec. constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-
Amort.constructions - CB LLD	-581	-17	-	-	-	-599
Amort./déprec. matériels & équip.	-71	-43	0	-38	-	-153
Amort.matériels & équip. - CB LLD	-	-	-	-	-	-
Amort./déprec. autres immo.corp.	-1 834	-430	141	38	46	-2 037
Amort.autres immob.corp. - CB LLD	-	-	-	-	-	-
Prov.immob. corp. en cours	-	-	-	-	-	-
Prov.av. & acpt./immo.corp.	-	-	-	-	-	-
Total amts, dép. et prov.	-3 380	-571	142	0	46	-3 764
Terrains	128	-	-	-	-	128
Agencements sur terrain	-	-	-	-	-	-
Terrains - CB LLD	-	-	-	-	-	-
Immeubles de placement : Terrains	-	-	-	-	-	-
Constructions	756	-81	-	-	-	675
Immeubles de placements - Bâtiments	-	-	-	-	-	-
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-
Agencs constructions sol d'autrui	-	-	-	-	-	-
Constructions - CB LLD	192	-17	-	-	-	174
Install. & mat.indust.	85	34	-	16	-	136
Install. & mat.indust. - CB LLD	-	-	-	-	-	-
Autres immob.corporelles	1 105	525	-36	-16	-11	1 567
Autres immob.corporelles - CB LLD	-	-	-	-	-	-
Immob.corporelles en cours	-	-	-	-	-	-
Avces/immob.corporelles	-	35	-	-	-	35
Immobilisations corporelles (net)	2 265	496	-36	-	-11	2 714

4.4. Location financement

Les crédits-bails immobiliers sont retraités. Les autres contrats de location-financement ne le sont pas compte-tenu de leur caractère non-significatif (inférieur à 30 K€).

en K€	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette N	Valeur nette N-1
Terrains				
Constructions	772	-598	174	191
Installations, matériels et outillages				
Autres immobilisations corporelles				
Total	772	-598	174	191

4.5. Immobilisations financières

en K€	2021.03	Augmentations	Diminutions	Autres variations*	Variations de périmètre	2022.03
Participations financières	746	-	-	189	-11	924
Créances rattach.particip.	41	-	-	-21	-	21
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements versés	578	93	-59	-	-3	609
Autres créances immobilisées	-	-	-	-	-	-
Total valeurs brutes	1 365	93	-59	168	-14	1 554
Prov.participations financières	-465	-223	-	-	-	-688
Prov.créances rattach.part.	-	-	-	-	-	-
Prov.autres titres immob.	-	-	-	-	-	-
Prov.prêts	-	-	-	-	-	-
Prov. dépôts et caution. Versés	-	-	-	-	-	-
Prov autres créances immobilisées	-	-	-	-	-	-
Immobilisations financières (dépréciations)	-465	-223	-	-	-	-688
Participations financières	281	-223	-	189	-11	236
Créances rattach.particip.	41	-	-	-21	-	21
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements versés	578	93	-59	-	-3	609
Autres créances immobilisées	-	-	-	-	-	-
Immobilisation financières	901	-130	-59	168	-14	866

Une dépréciation est susceptible d'être constatée lorsque la valeur d'inventaire des participations, prenant entre autres la quote-part d'actif net, devient inférieure à leur coût d'acquisition.

4.6. Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours se présentent ainsi :

en K€	2021.03	Variations	Autres mouvements	Variations de périmètre	2022.03
Valeurs brutes					
Stock mat.premières & fournitures	2	-2	-	-	-0
Stock autres approvis.	-	-	-	-	-
Stock en-cours product.biens	254	59	-249	-5	59
Stock en-cours product.serv.	169	125	249	-	543
Stock pdts interm.& finis	-	-	-	-	-
Stock marchandises	1 755	361	-	-262	1 854
Total	2 180	543	-	-267	2 456
Provisions et dépréciations					
Prov.stock mat.prem.& fourn.	-	-	-	-	-
Prov.stock autres approvis.	-	-	-	-	-
Prov.stock en-crs prod.biens	-	-	-	-	-
Prov.stock en-crs prod.serv.	-	-	-	-	-
Prov.stock pdts interm.& finis	-	-	-	-	-
Prov.stock marchandises	-138	-36	-	35	-140
Stocks et encours (dépréciations)	-138	-36	-	35	-140
Valeurs nettes					
Stock mat.premières & fournitures	2	-20	-	-	-0
Stock autres approvis.	-	-	-	-	-
Stock en-cours product.biens	254	59	-249	-5	59
Stock en-cours product.serv.	169	125	249	-	543
Stock pdts interm.& finis	-	-	-	-	-
Stock marchandises	1 617	343	-	-227	1 714
Total	2 042	507	-	-232	2 316

4.7. Clients et comptes rattachés

Les créances se décomposent, par échéance, de la manière suivante :

en K€	Échéances				2022.03	2021.03
	Brut	- 1 an	+ 1 an	Provision		
Créances clients et comptes rattachés	48 757	48 757	-	-1 280	47 477	36 424
Total	48 757	48 757	-	-1 280	47 477	36 424

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Méthode de dépréciation des créances : une provision pour dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur réalisable est inférieure à la valeur comptable.

en K€	Brut	Provision	2022.03	Brut	Provision	2021.03
Clients et comptes rattachés	48 757	-1 280	47 477	37 707	-1 283	36 424
Total	48 757	-1 280	47 477	37 707	-1 283	36 424

4.8. Autres créances et comptes de régularisation

en K€	Brut	- 1 an	1 an	Provision	2022.03	Brut	- 1 an	1 an	Provision	2021.03
Avances et acptes versés / commandes	40	40		-	40	8	8		-	8
Actifs d'impôt différé	859	859			859	1 101	1 101			1 101
Fournisseurs débiteurs	164	164			164	204	204			204
Créance d'impôt exigible	465	465	-		465	455	455	-		455
Cptes courants débiteurs	375	375		-56	319	73	73		22	94
Créances sur immo et comptes rattachés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances diverses	3 203	3 203	-	-	3 203	3 262	3 262	-	-	3 262
Total Autres créances	5 106	5 106	-	-56	5 050	5 103	5 103	-	22	5 124
Charges constatées d'avances	6 027	6 027	-	-	6 027	3 532	3 532	-	-	3 532
Total Autres Créances et compte de régularisation	11 133	11 133	-	-56	11 077	8 635	8 635	-	22	8 656

Méthode de dépréciation des créances :

Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4.9. Dépréciations sur actifs circulants

Les dépréciations de l'actif circulant se décomposent selon :

en K€	2021.03	Variations de périmètre	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Ecart de conversion	2022.03
Prov.cptes courants déb. C	22	-56	-	-	-22	-	-56
Total	22	-56			-22		-56

4.10. Trésorerie active

en K€	Brut	Provision	2022.03	Brut	Provision	2021.03
Valeurs mobilières de placement	5		5	5		5
Disponibilités	17 428		17 428	17 376		17 376
Total	17 433		17 433	17 381		17 381

4.11. Composition du capital social

Au 31 mars 2022, le capital social se compose de 944 217 actions d'une valeur nominale de 10€. Il n'y a pas eu de mouvement de capital au cours de l'exercice.

4.12. Provisions pour risques et charges

4.12.1. Récapitulatif

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

en K€	2021.03	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	2022.03
Provisions pour pensions et retraites	3 200	89	-326		2 963
Provisions pour litiges	964	172	-293		844
Provisions pour Garanties					
Provisions pour Amendes et pénalités					
Provisions pour pertes sur contrats	187		-87		100
Autres provisions pour risques					
Autres provisions pour charges					
Total	4 351	261	-706		3 907

Total dotations = 261 K€ dont 172 K€ en exploitation et 89 K€ en exceptionnel

Total reprises = 706 K€ dont 380 K€ en exploitation et 326 K€ en exceptionnel

Elles sont composées essentiellement de provisions pour indemnité de départ à la retraite et de provisions pour risques.

4.12.2. Indemnités de départ à la retraite et prestations assimilées

Concernant les régimes à cotisations définies, le groupe verse des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux chargés des régimes de retraite et de prévoyance.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés conformément à la recommandation ANC n°2013-02 « Engagements de retraite et avantages similaires » en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Les hypothèses d'évaluation sont les suivantes :

- Age de départ à la retraite : 62 ans plafonné à 60 ans pour les sociétés africaines ;
- Turn-over : estimé en fonction des statistiques de sorties de la DARES pour le secteur d'activité le plus proche ;
- Table de mortalité : INSEE TD 2004/2006 ;
- Taux actualisation :
 - 0.96 % pour les sociétés françaises clôturant au 31/12/2021 ;
 - 1.80% pour les sociétés françaises clôturant au 31/03/2022 ;
 - 5.85 % et 6.52 % pour les sociétés africaines ;
- Taux augmentation salaires : 1.5 % ;
- Convention collective : convention propre à chaque entité.

4.13. Emprunts et dettes financières

4.13.1. Nature et échéances des emprunts et dettes financières

Les dettes financières peuvent être ventilées par échéance de la manière suivante :

en K€	2021.03	2022.03	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	14 582	15 580	5 643	9 936	-
Dettes de location - financement	-	-	-	-	-
Intérêts courus sur emprunts	18	18	18	-	-
Total emprunts auprès des éta de crédits et loc. fin.	14 601	15 597	5 661	9 936	-
Autres emprunts et dettes financières diverses	73	123	123	-	-
Total autres emprunts et dettes financières diverses	73	123	123	-	-
Int.courus/solde créd.banque	-	1	1	-	-
Soldes créditeurs de banque	1 412	1 533	1 533	-	-
Total concours bancaires courants et intérêts courus	1 412	1 534	1 534	-	-
Total	16 086	17 255	7 318	9 936	-

4.13.2. Variation des emprunts et dettes financières

en K€	2021.03	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Variations nettes	Variations de périmètre	2022.03
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	14 582	3 644	-2 642	-5	-	-	15 580
Dettes de location - financement	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus sur emprunts	18	-	-1	-	-	-	18
Total emprunts auprès des éta de crédits et loc. fin.	14 601	3 644	-2 643	-5	-	-	15 597
Autres emprunts et dettes financières diverses	73	92	-28	-0	-	-14	123
Total autres emprunts et dettes financières diverses	73	92	-28	-0	-	-14	123
Int.courus/solde créd.banque	-	-	-	-	1	-	1
Soldes créditeurs de banque	1 412	-	-	-	347	-226	1 533
Découverts bancaires	1 412	-	-	-	348	-226	1 534
Total	16 086	3 736	-2 671	-5	348	-240	17 255

4.14. Fournisseurs et autres dettes

en K€	2022.03	2021.03
Dettes fournisseurs	23 950	15 478
Total	23 950	15 478

Les autres passifs à court terme comprennent les éléments suivants :

en K€	2022.03	2021.03
Dettes sur immobilisations	109	1
Avances et acomptes reçus sur commandes	2 757	2 767
Dettes fiscales diverses et sociales	17 874	15 223
Comptes-courants créditeurs	370	488
Dettes diverses	394	242
Impôt différés Passifs	132	167
Total autres dettes	21 636	18 887
Produits constatés d'avance	5 717	4 631
Total Autres dettes & Comptes de régularisation	27 354	23 518

L'ensemble des dettes est d'échéance inférieure à un an.

5. Postes du compte de résultat

5.1. Ventilation du chiffre d'affaires

en K€	2022.03	2021.03
Sociétés Activité France	74 015	57 678
Sociétés Activité International	51 990	32 457
Holdings	-	-
SCI	38	38
Chiffre d'affaires	126 043	90 174

5.2. Autres produits d'exploitation

en K€	2022.03	2021.03
Autres Produits	218	63
Production Stockée	185	-1 218
Subventions d'exploitation	77	1
Reprises d'amortissements et provisions	457	730
Transfert de charges	440	356
Part. résultat /opérat. commun bénéfice	-	-
Total Autres produits d'exploitation	1 377	-68

5.3. Achats consommés matières premières et marchandises

en K€	2022.03	2021.03
Achats consommés matières premières et marchandises	-22 584	-14 586
Variation de stocks Marchandises	379	462
Achats de MP et autres approvisionnements	-1	-669
Variation de stocks MP et autres approvisionnements	-20	0
Total Achats consommés	-22 226	-14 793

5.4. Autres charges d'exploitation

en K€	2022.03	2021.03
Achats de sous-traitance	-21 900	-17 421
Achats n.stockés mat.& fourn.	-1 124	-771
Autres services extérieurs	0	0
Sous-traitance	-5 207	-3 435
Loyer/crédit-bail mob.	0	-3
Loyer/crédit-bail immob.	0	1
Location	-3 194	-2 587
Charges locatives	-184	-118
Entretien et réparations	-1 063	-868
Primes d'assurance	-688	-498
Etudes et recherches	0	0
Divers services extérieurs	-53	-54
Personnel intérimaire	-410	-355
Personnel extérieur	-688	0
Honoraires	-2 169	-1 515
Publicité. relations publiques	-216	-118
Transports	-4 530	-3 159
Déplacemt. missions. récept.	-3 747	-1 569
Postes et telecoms	-309	-259
Services bancaires & ass.	-471	-382
Divers autres services ext.	-166	-121
Autres charges d'exploitation	-238	-403
Total autres charges d'exploitation	-46 356	-33 633

5.5. Charges de personnel

en K€	2022.03	2021.03
Rémunération du personnel	-36 953	-25 888
Charges sociales	-14 017	-9 895
Participation des salariés	-225	-186
Total Charges de personnel	-51 195	-35 968

5.6. Dotations aux amortissements et provisions

Le montant des dotations aux amortissements et aux provisions figurant en résultat d'exploitation peut être détaillé de la manière suivante :

en K€	2022.03	2021.03
Dot.amort.immobilisations	-833	-613
Dot.amort.immos CB et LLD	-17	-17
Dot.prov.risques & charges d'exploitation	-122	-721
Dot.prov.actif circulant	-137	-228
Total	-1 110	-1 580

5.7. Résultat financier

Le résultat financier se décompose comme suit :

en K€	2022.03	2021.03
Autres produits de participations	0	0
Revenus des créances et valeurs mobilières de placement	0	0
Différences positives de change	228	55
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	187
Autres produits financiers (1)	307	10
Produits financiers	535	252
Dotations financières aux amortissements et provisions (2)	-281	0
Intérêts et charges assimilées	-262	-248
Différences négatives de change	-87	-77
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Autres charges financières	-95	-7
Charges financières	-725	-332
Résultat financier	-190	-81

(1) Dont 303 K€ liés à la liquidation de Trouvay and Cauvin Sénégal

(2) Dont dotations aux provisions pour dépréciation des titres ELYSE TECHNOLOGY pour -223 K€.

5.8. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se compose de la manière suivante :

en K€	2022.03	2021.03
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	72	35
Produits exceptionnel sur opération de capital (1)	248	179
QP de subv.virée au résultat	0	0
Transfert de charges exceptionnelles	0	0
Reprises exceptionnelles (2)	463	34
Total des produits exceptionnels	783	248
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (3)	-220	-334
Charges exceptionnelles sur opérations en capital (4)	-520	-246
Autres charges exceptionnelles	0	0
Compte de liaison exceptionnel	0	0
Dotations exceptionnelles aux amort. & provisions (5)	-337	-927
Total des charges exceptionnelles	-1 077	-1 507
Charges et produits exceptionnels	-294	-1 258

- (1) Dont 40 K€ liés à la liquidation du GIE INGENESYS et 143 K€ liés à la liquidation de Trouvay and Cauvin Sénégal.
- (2) Dont 326 K€ de reprise de provision pour indemnité de départ à la retraite et 79 K€ de reprise de provision pour litige.
- (3) Dont -106 K€ liés à une indemnité de départ en retraite chez ASYMPTOTE et -66 K€ issus de la perte N-1 de la succursale du Congo chez PARLYM INTERNATIONAL
- (4) Dont :
 - -254 K€ liés à la liquidation de Trouvay and Cauvin Sénégal
 - -42 K€ liés à la liquidation du GIE INGENESYS
 - -106 K€ liés à la liquidation de PARLYM BANGLADESH
 - -71 K€ liés à la liquidation de PARLYM MAURITIUS
- (5) Dont -89 K€ de dotation à la provision pour indemnité de départ à la retraite

6. Impôt sur les sociétés

6.1. Détail de la charge d'impôt sur les sociétés

en K€	2022.03	2021.03
Impôts sur les sociétés	-1 466	-1 142
Impôts différés	-207	331
Impôts sur les résultats	-1 673	-811

6.2. Ventilation de l'imposition différée par nature

Les impôts différés actif et passif s'analysent comme suit :

en K€	mars-22	mars-21
Déclages temporaires	126	136
Reports fiscaux déficitaires	42	161
Frais d'acquisition de titres	13	20
Indemnité de départ à la retraite	736	840
Total ID Actifs	917	1 158
Juste valeur actifs amortissables	-76	-88
Crédit-bail	-43	-51
Provisions réglementées	-70	-69
Décalages temporaires		-15
Total ID Passifs	-190	-223

Impôts différés après compensation		
Impôts différés actifs	859	1 101
Impôts différés passifs	-132	-167

6.3. Déficits fiscaux non activés

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que :

- si leur récupération ne dépend pas des résultats futurs ;
- ou si leur récupération est probable par suite de l'existence d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

6.4. Détail des postes d'impôts différés

en K€	mars-22	mars-21
Impôts différés - actif	859	1 101
Impôts différés - passif	-132	-167
Solde net d'impôt différé	728	935
Impact sur les réserves consolidées	935	380
Impact sur le résultat consolidé	-207	331
Mouvements de périmètre		223
Impact sur les capitaux propres consolidés	728	935

Conformément aux prescriptions du règlement ANC 2020-01, le groupe comptabilise des impôts différés en cas :

- de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé ;
- de crédits d'impôts et de reports déficitaires, dans la mesure où leur probabilité de récupération est forte.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société.

En application du règlement CRC n°99.02, les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.

6.5. Preuve d'impôt

en K€	2022.03	2021.03
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 582	460
<i>Neutralisation de la QP des résultats Stés M.E.</i>	-	
<i>Neutralisation des dot. & reprise Amorts sur EA</i>	-	
Résultat net des sociétés intégrées	2 582	460
Impôts sur les résultats	1 673	811
<i>Résultat net avant impôts</i>	<i>4 255</i>	<i>1 272</i>
Impôt théorique au taux en vigueur (1)	1 127	356
Différence d'impôt	545	455
Décalages permanents	122	246
Pertes non activées	38	179
Utilisation déficit antérieur non activé	-0	-64
Déficits fiscaux antérieurs nouvellement activés en N		
Crédits d'impôt	-1	-1
Impact sociétés étrangères (taux local différent, différence d'imposition)	157	26
Impact variation taux IS	9	39
Régime mère-fille	85	35
Plus-value non imposable		
Autres décalages (2)	135	-6
Différence d'impôt	545	455

(1) Le taux en vigueur est de 26,5 % au 31 mars 2022. Il était de 28 % au 31 mars 2021.

(2) Dont

- 44 K€ chez EFP :
 - Annulation de l'IDP sur la provision pour dépréciation du C/C IDR (société déconsolidée) pour -15 K€
 - Provision pour dépréciation des titres ELYSE TECHNOLOGY pour 59 K€
- 85 K€ chez PARLYM INTERNATIONAL :
 - 50 K€ liés aux succursales
 - 35 K€ liés aux mouvements de titres (dotations et reprises de provisions, constatation d'un résultat de dilution en consolidation).

7. Autres informations

7.1. Effectif moyen

L'effectif moyen employé par les entreprises intégrées se décompose comme suit:

	2022.03	2021.03
Total	743	702

7.2. Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes sur le Groupe est de 69 K€.

7.3. Engagements financiers donnés et reçus

Société	Nature d'engagements	Donnés	Reçus
PARLYM SAS	Nantissements de titres	12 462	
	Cautionnement prêt	3 000	
	Garantie d'actifs et de passifs (1)		851
EAT	Cautionnements		300

(1) La société PARLYM SAS a reçu une garantie d'actifs et de passifs plafonnée à une indemnisation globale représentant 15% du prix des actions d'ASYMPTOTE cédées, soit un montant de 851 396,82€.

Aussi, cette garantie est plafonnée à un montant de 50 000€ en ce qui concerne les éventuels préjudices se rapportant à la société ASYMPTOTE AFRICA.

8. Informations sectorielles

8.1. Ventilation des immobilisations

Zone géographique	en K€		Immobilisations corporelles et incorporelles nettes	
	31/03/2022	%	31/03/2021	%
Holdings	54	2%	78	3%
SCI	1 078	31%	1 192	41%
Sociétés Activité France	1 686	49%	1 310	46%
Sociétés Activité International	620	18%	299	10%
Total	3 437	100%	2 878	100%

8.2. Répartition du chiffre d'affaires

Zone géographique	en K€		Chiffre d'affaires	
	31/03/2022	%	31/03/2021	%
Holdings	0	0%	0	0%
SCI	38	0%	38	0%
Sociétés Activité France	70 661	56%	56 014	62%
Sociétés Activité International	55 344	44%	34 121	38%
Total	126 043	100%	90 174	100%

8.3. Ventilation du résultat net (part Groupe)

Zone géographique	en K€		Résultat net	
	31/03/2022		31/03/2021	
Holdings	-547		-69	
SCI	1		-38	
Sociétés Activité France	2 864		427	
Sociétés Activité International	145		298	
Total	2 463		618	

9. Parties liées

9.1. Transactions

Aucune information n'est à communiquer dans la mesure où les transactions réalisées entre le Groupe consolidé et ses parties liées au sens d'IAS 24, sont soit exclues de la liste des transactions à mentionner (conventions intragroupe), soit conclues à des conditions normales de marché, soit concernent des opérations non significatives.

9.2. Dirigeants

Aucune information n'est communiquée sur la rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction. Elle aboutirait à communiquer un montant individuel.

ENGINEERING AND FINANCE PARTNERS
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 9 442 170 EUROS
SIEGE SOCIAL : MARSEILLE (13016), 1 RUE DU DOCTEUR ZAMENHOF
528 556 806 RCS MARSEILLE

RAPPORT DU COMITE STRATEGIQUE ET ETHIQUE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 30 AOUT 2022

Chers associés,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire pour vous rendre compte de l'activité de votre société et des résultats de notre gestion durant l'exercice écoulé, clos le 31 mars 2022, ainsi que pour soumettre à votre approbation les comptes annuels et consolidés dudit exercice.

Tous les documents nécessaires à votre information ont été tenus à votre disposition au siège social, dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur. Nous vous demanderons de bien vouloir nous en donner acte.

Nous vous proposons d'examiner les comptes et les comptes consolidés qui traduisent la situation de la société et du groupe à la clôture de l'exercice écoulé, de vous présenter l'évolution de la situation depuis cette clôture et d'envisager les perspectives de développement.

Vos commissaires aux comptes vous donneront dans leur rapport toutes informations quant à la régularité des comptes qui vous sont présentés.

Ces comptes ne comportent aucune modification, que ce soit au niveau de leur présentation ou des méthodes d'évaluation, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Sommaire

1ère partie - Activité de la société ENGINEERING AND FINANCE PARTNERS

- 1.1 Faits relatifs aux orientations stratégiques du Groupe
- 1.2 Situation de la société au cours de l'exercice (comptes sociaux)
 - 1.2.1 Examen du compte de résultat
 - 1.2.2 Principales variations de périmètre
 - 1.2.3 Commentaires - Faits marquants de l'exercice - Progrès réalisés - Difficultés rencontrées - Évolution prévisible de la société
 - 1.2.4 Recherche et développement
 - 1.2.5 Investissements
 - 1.2.6 Examen des postes d'actif
 - 1.2.7 Examen des postes de passif
- 1.3 Evènements importants survenus depuis le début de l'exercice en cours
- 1.4 Participations
 - 1.4.1 Activité des filiales et sociétés contrôlées
 - 1.4.2 Part du capital détenue par les sociétés contrôlées
- 1.5 Approbation des comptes - Proposition d'affectation du résultat
- 1.6 Rappel des dividendes antérieurement distribués
- 1.7 Dépenses non déductibles fiscalement
- 1.8 Informations sur les délais de paiement
- 1.9 Conventions visées à l'article L.227-10 du code de commerce
- 1.10 Examen des mandats
 - 1.10.1 Situation des mandats des membres du Comité Stratégique et Ethique
 - 1.10.2 Situation des mandats de la présidente et des directeurs généraux
 - 1.10.3 Situation des mandats des commissaires aux comptes

2ème partie - Comptes Consolidés

- 2.1 Présentation de la consolidation des comptes
 - 2.1.1 Périmètre de consolidation
 - 2.1.2 Analyse du compte de résultat consolidé de l'exercice clos le 31 mars 2022 en K€
 - 2.1.3 Présentation du bilan consolidé au 31 mars 2022 en K€
 - 2.1.3.1 Examen des postes d'actif
 - 2.1.3.2 Examen des postes de passif
- 2.2 Activité du Groupe par pôle
 - 2.2.1 **Pôle HOLDINGS**
 - 2.2.1.1 Activité de(s) filiale(s)
 - 2.2.1.2 Faits significatifs de l'exercice
 - 2.2.2 **Pôle IMMOBILIER**
 - 2.2.2.1 Activité des filiales
 - 2.2.2.2 Faits significatifs de l'exercice
 - 2.2.3 **Pôle NATIONAL**
 - 2.2.3.1 Activité des filiales
 - 2.2.3.2 Faits significatifs de l'exercice
 - 2.2.4 **Pôle INTERNATIONAL**
 - 2.2.4.1 Activité des filiales
 - 2.2.4.2 Faits significatifs de l'exercice
 - 2.2.5 **Pôle T&C**
 - 2.2.5.1 Activité des filiales
 - 2.2.5.2 Faits significatifs de l'exercice
 - 2.2.6 **Autres filiales**
 - 2.2.7 **Participations croisées**

3.1 CONCLUSION

1ère Partie - ACTIVITE DE LA SOCIETE ENGINEERING AND FINANCE PARTNERS

1.1 FAITS RELATIFS AUX ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU GROUPE

En tant que société holding, nous déterminons, conduisons et contrôlons la politique générale de nos filiales (le Groupe).

Dans ce cadre :

- Nous définissons la stratégie générale et les orientations fondamentales du Groupe, ainsi que les méthodes et les procédures générales du Groupe ;
- Nous définissons les synergies entre nos filiales de manière à leur permettre de partager et mettre en œuvre les expériences et les savoir-faire du Groupe.

ENGINEERING AND FINANCE PARTNERS a poursuivi au cours de l'exercice 2021 son activité principale d'animation de ses filiales.

Les filiales d'ENGINEERING AND FINANCE PARTNERS exercent en effet dans les cinq pôles d'activité suivants :

- Holding(s)
- Immobilier
- National
- International
- T&C

A ce titre, l'exercice 2021 aura été particulièrement marqué par les évènements suivants :

Pôle Holding(s) :

Le pôle holding est constitué par notre filiale PARLYM, laquelle sous l'impulsion et selon la stratégie définie par ENGINEERING AND FINANCE PARTNERS assure une partie des fonctions support du Groupe.

Pôle Immobilier :

Le pôle immobilier est constitué des SCI DAHLIAS et GARANCE qui ont respectivement des biens à Marseille et à Martigues. Il faut noter que le locataire DE VIRIS a augmenté sa surface d'occupation en juin 2021 sur les locaux qu'il occupe auprès de SCI DAHLIAS.

Pôle National :

- Poursuite de la mise en œuvre de la politique de croissance externe du Groupe par l'acquisition en janvier 2021 de la société ASYMPTOTE (spécialisée dans le Project Management Office)
- Poursuite des efforts en matières commerciale et opérationnelle afin de revenir à une activité dite « normale » d'avant Covid. Pour information, le Groupe a retrouvé son activité d'avant Covid en juin 2021 (à périmètre constant).

Pôle International :

- Poursuite des efforts en matières commerciale et opérationnelle afin de revenir à une activité dite « normale » d'avant Covid. Pour information, le Groupe a retrouvé son activité d'avant Covid en juin 2021 (à périmètre constant).

Pôle T&C :

- Poursuite des efforts de restructuration de la société TC AFRIQUE en Côte d'Ivoire avec notamment des changements au niveau ressources humaines (turn over accentué sur cette année).

1.2 SITUATION DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE (COMPTES SOCIAUX)

1.2.1 Examen du compte de résultat

Le chiffre d'affaires net s'est élevé à la somme de 1 127 908 € contre 932 224 € au titre de l'exercice précédent, soit une progression de 20,99 %.

Il convient d'ajouter à cette somme les montants suivants :

- Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges : 21 064 €
- Autres produits : 4 €

Les produits d'exploitation se sont élevés en conséquence à la somme de 1 148 977 €.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 1 468 831 € et comprennent les postes suivants :

- Autres achats et charges externes : 973 764 €
- Impôts, taxes et versements assimilés : 53 773 €
- Salaires et traitements : 283 579 €
- Charges sociales : 130 202 €
- Dotations aux amortissements sur immobilisations : 27 503 €
- Autres charges : 8 €

Le résultat d'exploitation est en conséquence déficitaire d'un montant de 319 853 €, contre un résultat déficitaire de 230 757 € pour l'exercice précédent.

Les produits financiers et les charges financières se sont élevés respectivement à la somme de 1 301 814 € et de 224 329 €.

En conséquence le résultat courant avant impôts s'élève à la somme de 757 631 €.

Il convient de signaler un résultat exceptionnel ressortant à -781 €.

Le résultat de l'exercice est en conséquence un bénéfice de 756 849 €.

1.2.2 Principales variations de périmètre.

La société Asymptote a été acquise en janvier 2021.

1.2.3 Commentaires - Faits marquants de l'exercice - Progrès réalisés - Difficultés rencontrées - Évolution prévisible de la société

Maintenant que les effets du Covid ont été surmontés, le Groupe poursuit son développement par la mise en œuvre d'un nouveau plan de transformation (le plan FAUCON) dont les objectifs sont les suivants :

- Restructurer les offres de Parlym autour des énergies non carbonées
- Accélérer la croissance du chiffre d'affaires

1.2.4 Recherche et développement

Pour la bonne forme, il est indiqué que la société n'a eu, au cours de l'exercice écoulé, aucune activité en matière de Recherche et Développement.

1.2.5 Investissements

Il a été investi au cours de l'exercice une somme globale de 3 319 € se décomposant comme suit :

- Matériel de transport : 2 505 €
- Matériel de bureau et mobilier informatique : 813 €

Aucun produit constaté d'avance n'a été comptabilisé.

1.2.6 Examen des postes d'actif

Les immobilisations corporelles s'élèvent, en montant brut, à la somme de 115 638 € au 31 mars 2022 et à la somme de 53 777 € après amortissements.

Le poste « Immobilisations financières » s'élève à la somme de 15 671 051 €.

Ce poste a fait l'objet de provisions pour un montant global de 222 956 €.

L'actif circulant s'élève à la somme nette de 492 169 €, dont 11 240 € de charges constatées d'avance.

Le compte « Clients et comptes rattachés », d'un montant de 113 784 €, n'a fait l'objet d'aucune provision.

1.2.7 Examen des postes de passif

Le capital social est de 9 442 170 € et le montant des capitaux propres de 15 908 399 €.

Le poste « Dettes » s'élève à la somme globale de 308 598 € et comprend les postes suivants :

– Emprunts et dettes financières divers :	200 374 €
– Dettes fournisseurs et comptes rattachés :	61 809 €
– Dettes fiscales et sociales :	46 414 €

Aucun produit constaté d'avance n'a été comptabilisé.

1.3 EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE DEBUT DE L'EXERCICE EN COURS

La société ISI (25 personnes / 7.3m€ de CA en 2021) a été acquise le 29 avril 2022. ISI est spécialisée dans la fabrication de matériel de défense incendie

Aucun autre événement suffisamment important pour être relaté dans le présent rapport n'est survenu depuis la date de clôture de l'exercice.

1.4 PARTICIPATIONS

1.4.1 Activité des filiales et sociétés contrôlées

Le tableau annexé à notre bilan vous donne toute information concernant les filiales et participations de notre société.

Nous compléterons toutefois ces indications par les éléments suivants :

1. Société ELYSE TECHNOLOGIE

Notre participation dans cette société est de 29,26 %.

La société ELYSE TECHNOLOGIE a réalisé, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, un chiffre d'affaires hors taxes de 64 330 € et a constaté une perte de 147 861 €.

2. Société PARLYM

Notre participation dans cette société est de 99,97 %.

La société PARLYM a réalisé, au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, un chiffre d'affaires hors taxes de 12 480 214 € et a constaté un bénéfice de 3 289 190 €.

1.4.2 Part du capital détenue par les sociétés contrôlées

Les sociétés que nous contrôlons ne détiennent indirectement aucune part de notre capital.

1.5 APPROBATION DES COMPTES - PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022 tels qu'ils vous ont été présentés avec toutes les opérations qu'ils traduisent et qui, nous vous le rappelons, font ressortir un bénéfice de 756 850 €.

Nous vous proposons d'affecter la somme de 37 842,50 € représentant 5% du bénéfice, au compte Réserve légale, de distribuer le solde, soit 719 007,50 € et de prélever la somme de 1 282 732,54 € sur

le compte Autres réserves de façon à porter le montant du dividende distribué à 2 001 740,04 € (soit 2,12 € par action).

Le dividende serait mis en paiement dans les délais légaux.

Conformément aux dispositions des articles 243 bis et 117 quater du Code général des impôts, il est précisé qu'en matière d'impôt sur le revenu, le montant brut distribué aux associés personnes physiques est soumis, à titre d'acompte, à un prélèvement forfaitaire à la source, obligatoire et non libératoire de l'impôt, de 12,80 %, sous réserve des cas de dispense sollicitée selon les modalités prévues par l'article 242 quater du même code.

Ce prélèvement forfaitaire s'impute sur l'impôt sur le revenu dû à raison des revenus auxquels il s'est appliqué et déterminé dans les conditions fixées au 1 de l'article 200 A du Code général des impôts. Si le prélèvement forfaitaire non libératoire est supérieur à l'impôt dû, le surplus est restitué.

A titre de dérogation aux dispositions du 1 de l'article 200 A précité, il est précisé que, sur option expresse et irrévocable du contribuable, les sommes attribuées peuvent, le cas échéant, être retenues dans l'assiette du revenu net global défini à l'article 158 du même code.

Par ailleurs et en application des dispositions des articles L 136-7 et L 136-8 du Code de la sécurité sociale et sous réserve des dispositions de l'article L 131-6 du même code, le montant brut des dividendes fait également l'objet d'un prélèvement à la source d'un taux global de 17,20 % au titre de la contribution sociale généralisée, de la contribution au remboursement de la dette sociale, du prélèvement social et des contributions additionnelles.

L'ensemble de ces prélèvements fiscaux et sociaux est versé au Trésor Public avant le 15 du mois qui suit la mise en paiement du dividende.

1.6 RAPPEL DES DIVIDENDES ANTERIEUREMENT DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à chaque action à titre de dividendes au titre des trois exercices précédents ont été les suivantes :

Exercices	Dividende	Abattement	Montant éligible à l'abattement
31 mars 2021	1 000 870,02 €	40 %	44 677 €
31 mars 2020	2 000 000 €	40 %	89 276 €
31 mars 2019	1 000 000 €	40 %	50 652 €

1.7 DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, nous vous signalons que le résultat de l'exercice tient compte d'une somme de 98 960 €, correspondant à des dépenses non déductibles du résultat fiscal selon les dispositions de l'article 39-4 du même Code.

1.8 INFORMATIONS SUR LES DELAIS DE PAIEMENTS

Conformément aux dispositions des articles L.441-6-1 et D 441-4 du code de commerce, vous trouverez en annexe un tableau détaillant, par tranches de retard de paiement, les factures émises à destination des clients et celles reçues des fournisseurs, dont le terme est échu et qui ne sont pas réglées à la date de clôture de l'exercice.

1.9 CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L.227-10 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous demandons, conformément à l'article L. 227-10 du Code de commerce, d'approuver les conventions visées à ce même article et conclues au cours de l'exercice écoulé.

Vos Commissaires aux comptes ont été dûment avisés de ces conventions qu'ils ont décrites dans leur rapport spécial.

1.10 EXAMEN DES MANDATS

1.10.1 Situation des mandats des membres du Comité Stratégique et Ethique

Nous vous rappelons que les membres du Comité Stratégique et Ethique suivants :

- EXPHOLDING
- YAFOYE
- BALTAMON

Ont été nommés lors de la réunion du Comité Stratégique et Ethique du 30 juin 2021 avec effet au 1er juillet 2021 pour la durée du mandat restant à courir de leur prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2026.

1.10.2 Situation des mandats de la présidente et des directeurs généraux

Nous vous rappelons que :

- EXPHOLDING a été nommée Présidente avec effet au 1er juillet 2021 lors de la réunion du Comité Stratégique et Ethique du 30 juin 2021, pour la durée du mandat restant à courir de leur prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2026.
- YAFOYE a été nommée Directeur Général avec effet au 1er juillet 2021 lors de la réunion du Comité Stratégique et Ethique du 30 juin 2021, pour la durée du mandat restant à courir de leur prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2026.
- BALTAMON a été nommée Directeur Général avec effet au 1er juillet 2021 lors de la réunion du Comité Stratégique et Ethique du 30 juin 2021, pour la durée du mandat restant à courir de leur prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2026.

1.10.3 Situation des mandats des commissaires aux comptes

Nous vous rappelons que les mandats de commissaires aux comptes de :

- TALENZ ARES AUDIT, commissaire aux comptes titulaire,
- J. CAUSSE ET ASSOCIES, commissaire aux comptes titulaire,
- Paul Louis CESTIER, commissaire aux comptes suppléant,
- Jean-Claude GERMAIN, commissaire aux comptes suppléant,

Ont été renouvelés lors de l'assemblée générale en date du 30 août 2017 pour une nouvelle période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2023.

2.1 PRESENTATION DE LA CONSOLIDATION DES COMPTES

Les comptes consolidés au 31 mars 2022, présentés dans ce document, détaillent l'activité de la société ENGINEERING AND FINANCE PARTNERS et de ses filiales.

La consolidation est réalisée à partir des comptes arrêtés au 31 mars 2022. Toutes les participations significatives dans lesquelles les sociétés du Groupe EFP assurent le contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le contrôle conjoint est exercé sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Certaines participations répondant aux critères ci-dessus ne sont pas consolidées du fait de leur faible impact (cf. "entités exclues du périmètre de consolidation").

Toutes les transactions importantes entre les sociétés consolidées sont éliminées.

2.1.1 Périmètre de consolidation

Au 31 mars 2022, le périmètre de consolidation du groupe ENGINEERING AND FINANCE PARTNERS comprenait les sociétés suivantes :

- PARLYM	99,99 %
- PARLYM INTERNATIONAL	100,00 %
- SOPREN	99,98 %
- SUD EST CALCUL	100,00 %
- DE VIRIS	100,00 %
- SCI LA GARANCE	100,00 %
- PARMAFRIQUE	100,00 %
- PERITEC INGENIERIE	100,00 %
- SCI DAHLIAS	100,00 %
- TROUVAY AND CAUVIN AFRIQUE	49,00 %
- TROUVAY AND CAUVIN SENEGAL	49,00 %
- PARLYM BANGLADESH	99,99 %
- PARLYM CAMEROUN	100,00 %
- TBAI	100,00 %
- EAT	100,00 %
- PARLYM MAURICIUS	100,00 %
- TC MAURICIUS	49,00 %
- ACI-SOMAGEP	85,15%
- PLCB	92,50%
- PLCB GABON	100,00%
- ASYMPTOTE PROJECT MANAGEMENT	86,00%
- PARLYM MONACO	100,00%

Entités exclues du périmètre de consolidation :

Le poste « titres de participation » comprend essentiellement :

- Les titres de la société Elyse Technology, détenue à hauteur de 29,26%. Le montant des titres s'élève à 355 K€, déprécié à hauteur de 223 K€. Cette société a été exclue du périmètre de consolidation. Le Groupe n'exerce pas d'influence, dite notable et ne siège pas à l'organe de direction. C'est la raison pour laquelle elle a été considérée comme non consolidable.

La participation a augmenté postérieurement à la clôture (cf. §1.2.).

- Les titres de la société IDR, détenue à hauteur de 51%. Cette société est en cours de liquidation, ce pourquoi elle est déconsolidée depuis le 31 mars 2020. Les titres ont fait l'objet d'une dépréciation pour leur montant global, soit 503 K€.

Entrées de périmètre :

- PARLYM UK
- PARLYM PAYS-BAS

Sorties de périmètre :

Plusieurs sorties de périmètre ont été réalisées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022 :

- GIE INGENESYS :

Le GIE INGENESYS, détenu à 25% par DE VIRIS, 12,5% par PERITEC et 12,5% par SUD EST CALCUL, a été liquidé au cours de l'exercice. La liquidation était déjà en cours au 31 mars 2021.

- TCS :

La société Trouvay and Cauvin Sénégal, détenue à 100% par Trouvay and Cauvin Afrique, a été dissoute par décision d'AGE, en date du 8 octobre 2021.

- PARLYM BANGLADESH :

PARLYM BANGLADESH, détenue à 100% par PARLYM INTERNATIONAL a été liquidée par décision d'AGE le 10 octobre 2021.

- PARLYM MAURICIUS :

PARLYM MAURICIUS, détenue à 100% par PARLYM SAS, a été dissoute. La dissolution a fait l'objet d'une parution dans les journaux locaux de l'île Maurice le 2 juin 2021.

2.1.2 Analyse du compte de résultat consolidé de l'exercice clos le 31 mars 2022 EN K€

	Exercice 2022	Exercice 2021
Chiffre d'affaires	126 043	90 174
Autres produits d'exploitation	919	-798
Total des produits d'exploitation	126 962	89 375
Achats consommés matières premières et marchandises	-22 226	-14 793

Charges externes	-46 117	-33 230
Charges de personnel	-51 195	-35 968
Impôts et taxes	-1 795	-1 521
Autres charges d'exploitation	-238	-403
Total charges d'exploitation	-121 571	-85 916
EBITDA	5 391	3 460
Reprises d'amortissements et provisions	457	730
Dotations aux amortissements et aux provisions	-1 110	-1 580
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	4 739	2 611
Dotations et reprises sur écarts d'acquisition	-	211
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisitions	4 739	2 822
Produits financiers	535	252
Charges financières	-725	-332
Résultat financier	-190	-81
Résultat courant des sociétés intégrées	4 549	2 741
Charges et produits exceptionnels	-294	-1 258
Impôts sur les résultats	-1 673	-811
Résultat net des entreprises intégrées	2 582	671
Résultat des sociétés mises en équivalence	-	-

Résultat des activités abandonnées	-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 582	671
Intérêts minoritaires	119	53
Résultat net (part du groupe)	2 463	618

2.1.3 Présentation du bilan consolidé au 31 mars 2022 en K€

2.1.3.1 Examen des postes d'actif

	Exercice 2022	Exercice 2021
Capital souscrit non appelé	-	-
Immobilisations incorporelles	13 848	13 683
Dont écarts d'acquisition	13 124	13 070
Immobilisations incorporelles	723	613
Immobilisations corporelles	2 714	2 265
Immobilisations financières	866	999
Titres mis en équivalence	-	-
Total actif immobilisé	17 428	16 947
Stocks et en-cours	2 316	2 042
Créances clients et comptes rattachés	47 477	36 424
Autres créances et comptes de régularisation	11 077	8 506
Disponibilités et VMP	17 433	17 381
Total actif circulant	78 303	64 404
Total actif	95 731	81 351

2.1.3.2 Examen des postes de passif

	Exercice 2022	Exercice 2021
Capital	9 442	9 442
Primes	851	851
Réserves consolidées	10 238	10 687
Résultat de l'exercice	2 462	618
Capitaux propres (part du groupe)	22 994	21 598
Intérêts minoritaires	272	321
Capitaux propres totaux	23 266	21 919
Provisions pour risques et charges	3 907	4 351
Emprunts et dettes financières	17 255	16 086
Dettes fournisseurs	23 950	15 478
Autres dettes et comptes de régularisation	27 354	23 518
Total des dettes	68 558	55 081
Total passif	95 731	81 351

2.2. ACTIVITE DU GROUPE PAR PÔLE

2.2.1 POLE « HOLDINGS »

2.2.1.1 Activité de(s) filiale(s)

Le pôle « HOLDINGS » est représenté par la société suivante.

Sociétés	Intérêt	*	Capital	Kx propres	Total bilan	Chiffres d'affaires	Résultat Net
	%		€	€	€	€	€
PARLYM	99,99	IG	670 451	12 110 414	26 874 533	12 480 214	3 289 190

* IG : intégration globale

2.2.1.2 Faits significatifs de l'exercice

Poursuite de la stratégie énoncée par EFP.

2.2.2. Pôle « IMMOBILIER »

2.2.2.1 Activité des filiales

Les sociétés membres de groupe consolidé sont les suivantes :

Sociétés	Intérêt	*	Capital	Kx propres	Total bilan	Chiffres d'affaires	Résultat Net
	%		€	€	€	€	€
SCI LA GARANCE	99,99	IG	40 000	269 812	292 018	87 756	25 776
SCI DAHLIAS	99,99	IG	10 000	(141 725)	490 452	72 627	(7 244)

* IG : intégration globale

2.2.2.2 Faits significatifs de l'exercice

Augmentation de la surface louée à DE VIRIS par SCI DAHLIAS.

2.2.3 Pôle « NATIONAL »

2.2.3.1 Activité des filiales

Les sociétés membres du groupe consolidé sont les suivantes :

Sociétés	Intérêt	*	Capital	Kx propres	Total bilan	Chiffres d'affaires	Résultat Net
	%		€	€	€	€	€
PARLYM UK	99,99	IG	1 000LS	1 168	(277)	NEANT	(1 445)
PARLYM PAYS-BAS	99,99	IG	10 000	4 887	5 447	NEANT	(5 113)
ASYMPTOTE PROJECT MANAGEMENT	85,99	IG	1 993 240	5 283 144	10 430 072	9 518 681	334 056
PARLYM MONACO	100	IG	15 000	15 000	975 763	3 122 997	173 883
PLCB	92,50	IG	100 000	510 133	3 658 201	7 737 715	139 818
TBAI	99,99	IG	7 625	1 106 032	2 016 777	4 441 822	251 825
DE VIRIS	99,99	IG	850 000	3 222 021	14 142 283	31 141 915	946 397
EAT	99,99	IG	501 500	882 701	2 526 267	3 725 286	253 557
PLCB GABON	92,50	IG	7 623	(44 267)	1 118 624	3 260 809	(134 871)
PERITEC INGENIERIE	99,99	IG	100 000	1 286 034	2 490 352	5 154 566	685 957
SUD EST CALCUL	99,99	IG	39 100	965 340	2 160 375	4 402 840	275 255

* IG : intégration globale
D : déconsolidée

2.2.3.2 Faits significatifs de l'exercice

Poursuite de la stratégie énoncée par EFP.

2.2.4 Pôle « INTERNATIONAL »

2.2.4.1 Activité des filiales

Les sociétés membres du groupe consolidé sont les suivantes :

Sociétés	Intérêt	*	Capital	Kx propres	Total bilan	Chiffres d'affaires	Résultat Net
	%		€	€	€	€	€
ACI-SOMAGEP	85,14	IG	8 080	884 671	3 121 861	5 459 248	122 312
PARLYM INTERNATIONAL	99,99	IG	3 000 000	8 780 141	34 287 121	38 974 244	1 331 037
PARLYM CAMEROUN	99,99	IG	3 811	856 161	4 038 081	4 616 454	108 316
HOPEM MADAGASCAR	50	IP	359 780	225 428	233 205	0	435
PARM AFRIQUE COTE D'IVOIRE	99,99	IG	625 041	815 825	2 530 766	2 862 909	51 180

* IG : intégration globale
IP : intégration proportionnelle
D : déconsolidée

2.2.4.2 Faits significatifs de l'exercice

Poursuite de la stratégie énoncée par EFP.

2.2.5 POLE « T&C »

2.2.5.1 Activité des filiales

Les sociétés membres du groupe consolidé sont les suivantes :

Sociétés	Intérêt	*	Capital	Kx propres	Total bilan	Chiffres d'affaires	Résultat Net
	%		€	€	€	€	€
TC MAURITIUS	48,99	IP	2 864 398	2 734 882	2 975 218	56	(37 264)
TC AFRIQUE	48,99	IP	190 561	1 429 343	6 209 522	6 566 190	643 560

* IG : intégration globale
IP : intégration proportionnelle
D : déconsolidée

2.2.5.2 Faits significatifs

Restructuration au niveau des ressources humaines.

2.2.6 Autres filiales

Sociétés	Intérêt	*	Capital	Kx propres	Total bilan	Chiffres d'affaires	Résultat Net
	%		€	€	€	€	€
SOPREN	99.97	IG	10 000	9 707	31 834	3 000	108

* IG : intégration globale
D : déconsolidée

2.2.7 Participations croisées

Nous vous informons que notre société ne détient aucune participation croisée avec une autre société par actions.

3.1 CONCLUSION

Nous espérons que les résolutions qui vous sont proposées recevront votre agrément et que vous voudrez bien donner à votre présidente, aux directeurs généraux et au comité stratégique et éthique quitus de sa gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

Le Comité Stratégique et Ethique

Pour EXPHOLDING

Johann CHARRIER



Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu
(tableau prévu au I de l'article D. 441-4 du Code de commerce)

	Article D. 441 I.-1° : Factures <u>reçues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 I.-2° : Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour <i>(indicatif)</i>	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour <i>(indicatif)</i>	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées												
Montant total des factures concernées <i>(préciser : HT ou TTC)</i>		14712 TTC		4200 TTC		18912 TTC		113784 TTC				113784 TTC
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice <i>(préciser : HT ou TTC)</i>		1.51 % HT		0.43% HT		1.94% HT						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice <i>(préciser : HT ou TTC)</i>							10.09% HT					10.09% HT
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues												
Montant total des factures exclues <i>(préciser : HT ou TTC)</i>												
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du Code de commerce)												
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement	☐ Délais contractuels : <i>(préciser)</i> ☐ Délais légaux : <i>(préciser)</i>					☐ Délais contractuels : <i>(préciser)</i> ☐ Délais légaux : <i>(préciser)</i>						

J. CAUSSE & ASSOCIES
Commissaire aux Comptes titulaire
91, av de l'arrousaire BP 80622
84031 Avignon Cedex

TALENZ ARES AUDIT
Commissaire aux Comptes titulaire
26, boulevard Saint Roch
BP 278
84011 AVIGNON CEDEX 1

ENGINEERING AND FINANCE PARTNERS

SAS au capital de 9 442 170 €
Siège social : 15 Rue du Dr Zamenhof le Paul Cezanne – Le Monticelli
13016 MARSEILLE
RCS MARSEILLE 528 556 806

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 mars 2022

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 mars 2022

Aux Associés de la société,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société ENGINEERING AND FINANCE PARTNERS relatifs à l'exercice le 31 mars 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} avril 2021 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES » de l'annexe des comptes consolidés concernant l'application du nouveau règlement comptable ANC 2020-01 et ses impacts.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif qu'en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre société constate les résultats sur les contrats à long terme selon les modalités décrites dans la note 3.3.5 de l'annexe. Ces résultats sont dépendants des estimations à terminaison, réalisées par la direction générale. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, à revoir les calculs effectués par la société, et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction générale. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.
- Les écarts d'acquisition, dont le montant net figurant au bilan 31 mars 2022 s'établit à 13 124 k€, font l'objet d'un test de dépréciation conformément à ce que mentionne la note 3.3.1.2 de l'annexe ;
- La provision pour indemnités de départ à la retraite qui s'élève à 2 963 k€ est déterminée selon les modalités mentionnées dans la note 4.12.2 de l'annexe.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Comité Stratégique.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDES

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Comité Stratégique.

RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDES

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Avignon, le 13 juillet 2022
Les Commissaires aux Comptes

J. CAUSSE & ASSOCIES

Sylvain Rieu
Commissaire aux Comptes
Représentant la société

TALENZ ARES AUDIT

Johan AZALBERT
Commissaire aux Comptes
Représentant la société

Bilan consolidé

Actif	2022.03	2021.03
Immobilisations incorporelles	13 848	13 683
- Dont écarts d'acquisition	13 124	13 070
Immobilisations corporelles	2 714	2 265
Immobilisations financières	866	901
Titres mis en équivalence	-	-
Total actif Immobilisé	17 428	16 849
Stocks et en-cours	2 316	2 042
Créances clients et comptes rattachés	47 477	36 424
Autres créances et comptes de régularisation	11 077	8 656
Valeurs mobilières de placement	5	5
Disponibilités	17 428	17 376
Total actif circulant	78 303	64 503
Total actif	95 731	81 351

Passif	2022.03	2021.03
Capital	9 442	9 442
Primes	851	851
Ecart de réévaluation	-	-
Réserves	10 238	10 687
Résultat de l'exercice	2 462	618
Capitaux propres (part du groupe)	22 994	21 598
Intérêts minoritaires	272	321
Capitaux propres totaux	23 266	21 919
Provisions pour risques et charges	3 907	4 351
Emprunts et dettes financières	17 255	16 086
Dettes fournisseurs	23 950	15 478
Autres dettes et comptes de régularisation	27 354	23 518
Total des dettes	68 558	55 081
Total passif	95 731	81 351

Compte de résultat consolidé

Compte de résultat	2022.03	2021.03
Chiffre d'affaires	126 043	90 174
Autres produits d'exploitation	919	-798
Total des produits d'exploitation	126 962	89 375
Achats consommés matières premières et marchandises	-22 226	-14 793
Charges de personnel	-51 195	-35 968
Autres charges d'exploitation	-46 356	-33 633
Impôts et taxes	-1 795	-1 521
Total charges d'exploitation	-121 571	-85 916
EBITDA	5 391	3 460
Reprises d'amortissements et provisions	457	730
Dotations aux amortissements et aux provisions	-1 110	-1 580
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	4 739	2 611
Dotations et reprises sur écarts d'acquisition	-	211
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	4 739	2 822
Produits financiers	535	252
Charges financières	-725	-332
Résultat financier	-190	-81
Résultat courant des sociétés intégrées	4 549	2 741
Charges et produits exceptionnels	-294	-1 258
Impôt sur les résultats	-1 673	-811
Résultat net des entreprises intégrées	2 582	671
Résultat des sociétés mises en équivalence	-	-
Résultat des activités abandonnées	-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 582	671
Intérêts minoritaires	119	53
Résultat net (part du groupe)	2 463	618

Tableau des flux de trésorerie

en K€	TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE	31/03/2022	31/03/2021
OPÉRATIONS D'EXPLOITATION	OPERATIONS D'EXPLOITATION		
	RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	2 582	671
	Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	-75	335
	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions nettes de reprises	627	1 702
	Plus et moins values de cession	272	83
	Variation des impôts différés	207	-331
	CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	3 612	2 460
	Variations des stocks	-277	1 522
	Variation des créances d'exploitation	-14 396	1 085
	Variations des dettes d'exploitation	12 466	-2 754
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-2 207	-147
	Flux net de trésorerie lié à l'activité	1 405	2 314
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
	Décassements sur acquisition d'immobilisations	-1 572	-705
	Variation des dettes et créances sur immobilisations	108	-4
	Encaissement / cessions d'immobilisations	329	181
	Ecart de conversion		-130
	Incidence des variations de périmètre et changement méthodes de consolidation	-344	-3 814
	Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 478	-4 472
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	OPERATIONS DE FINANCEMENT		
	Augmentations de capital ou apports		
	Dividendes versés aux actionnaires de la mère	-1 001	-2 000
	Dividendes versés aux minoritaires	-65	-29
	Variation de pourcentage d'intérêt - part des minoritaires		-308
	Intérêts courus	-1	18
	Encaissement provenant d'emprunts (1)	3 736	6 380
	Remboursement d'emprunts et locations-financements	-2 670	-2 864
	Autres	1	6
	Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	1	1 203
VARIATION DE TRESORERIE de l'exercice		-72	-956
Incidences des variations de taux de change		2	-5
TRESORERIE A L'OUVERTURE (*)		15 969	16 930
TRESORERIE A LA CLOTURE (*)		15 899	15 969
(1) Hors opérations d'acquisitions/financements en locations financières			
(*) La trésorerie exprimée ici correspond à sa définition restrictive :			
Trésorerie active		17 433	17 381
Trésorerie passive		-1 534	-1 412
Trésorerie Nette		15 899	15 969

Variation des capitaux propres consolidés

	Capital	Primes	Réserves	Résultat de l'exercice	Capitaux propres - Part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	CAPITAUX PROPRES
Situation à la clôture de l'exercice 2020.03	9 442	851	10 502	2 052	22 878	212	23 089
Affectation du résultat de l'exercice 2020.03	-	-	2 082	-2 082	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-2 000	-	-2 000	-29	-2 029
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	31	-	31	83	114
Variation des écarts de conversion	-	-	-135	-	-135	-	-135
Résultat 2021.03	-	-	-	618	618	53	671
Changement de méthode (comptes individuels)	-	-	210	-	210	2	212
Autres mouvements	-	-	-4	-	-4	-	-4
Situation à la clôture de l'exercice 2021.03	9 442	851	10 686	618	21 598	321	21 919
Affectation du résultat de l'exercice 2021.03	-	-	618	-618	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-1 001	-	-1 001	-66	-1 067
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-11	-11
Variation de périmètre	-	-	-56	-	-56	-92	-148
Variation des écarts de conversion	-	-	-8	-	-8	-	-8
Résultat 2022.03	-	-	-	2 462	2 462	119	2 581
Autres mouvements	-	-	-1	-	-1	-	-1
Situation à la clôture de l'exercice 2022.03	9 442	851	10 239	2 462	22 994	271	23 266

1. Faits majeurs

1.1. Faits majeurs de l'exercice

L'épidémie de Covid-19 a des impacts négatifs marqués sur l'économie mondiale. Elle entraîne des chocs d'offre et de demande, ayant pour conséquence un ralentissement prononcé de l'activité, en raison de l'impact des mesures de confinement sur la consommation et de la défiance des agents économiques.

L'état d'urgence sanitaire pour pandémie liée au Coronavirus Covid-19 a été prononcé par l'Organisation Mondiale de la Santé le 30 janvier 2020. En réponse à cette situation, le gouvernement français a instauré une interdiction de déplacement en France du 17 mars au 11 mai 2020 et a mis en place des mesures de soutien aux entreprises et à l'emploi.

Le Groupe est amené depuis cet état d'urgence à devoir faire face aux conséquences de cette pandémie et des moyens mis en œuvre pour lutter contre sa propagation.

Conformément aux recommandations de l'Autorité des Normes Comptables sur les conséquences du Covid-19 (du 18 mai 2020) et à la réglementation comptable applicable, les impacts liés à la crise sanitaire du Covid-19 font l'objet d'un enregistrement dans les comptes clos le 31/03/2022. La présente information a été établie en retenant une approche ciblée.

A la date d'arrêté des comptes annuels de l'exercice clos au 31/03/2022, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Les états financiers du Groupe ont donc été préparés sur la base de la continuité d'exploitation. De plus, aucun ajustement de la valeur comptable des actifs et des passifs n'a été nécessaire du fait de cette crise sanitaire au regard des conditions qui existaient à la date d'arrêté des comptes.

Les sociétés PARLYM MAURITIUS, TROUVAY AND CAUVIN SÉNÉGAL, PARLYM BANGLADESH et le GIE INGENESYS ont été liquidés, ainsi ces sociétés sont déconsolidées.

1.2. Evènements postérieurs à la clôture

Acquisition d'une filiale :

- Acquisition de la filiale ISI le 29 avril 2022.

La société EFP a souscrit à l'augmentation de capital de la société ELYSE TECHNOLOGY le 4 avril 2022, portant ainsi le pourcentage de détention à 37,99%.

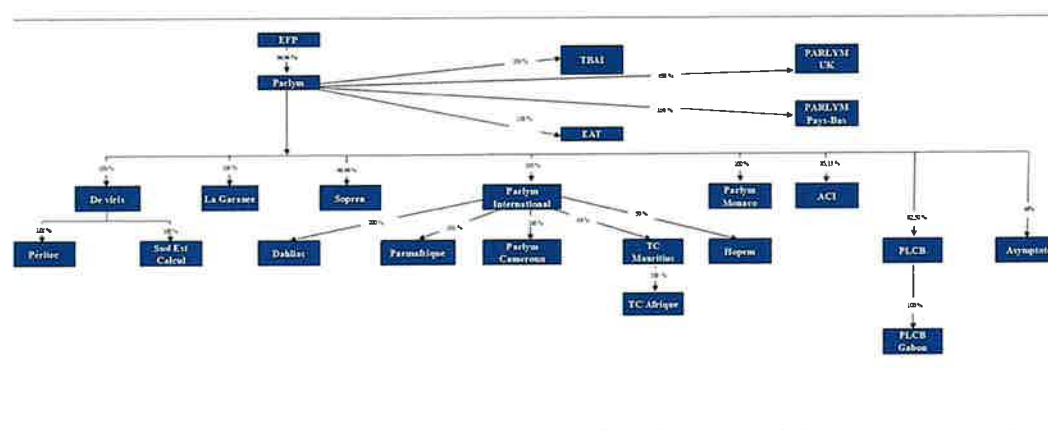
2. Activité(s) et périmètre

2.1. Activité(s)

L'activité du groupe s'articule autour de l'ingénierie et les études de projets industriels.

L'activité sectorielle est présentée en 8.

2.2. Organigramme au 31 mars 2022



2.3. Entités consolidées

Les entités incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-dessous :

Société et forme juridique	Siège social	N° Siren	Méthode de consolidé 2022	Méthode de consolidé 2021	% contrôle 2022	% contrôle 2021	% intérêt 2022	% intérêt 2021
Engeneering and Finance Partners (E F P)	Marseille (France)	528556806	Société mère	Société mère	Société mère	Société mère	Société mère	Société mère
Parlym SAS	Marseille (France)	4001311160	Intégration globale	Intégration globale	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%
Parlym International SAS	Marseille (France)	348497769	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
Sopren SARL	Marseille (France)	317809630	Intégration globale	Intégration globale	99,98%	99,98%	99,97%	99,97%
Sud Est Calcul SARL	Marseille (France)	349372292	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
De Viris SAS	Marseille (France)	071803795	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
La Garance SCI	Marseille (France)	443395876	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
Parmafrique	Abidjan (Côte d'Ivoire)		Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
Péritec SARL	Marseille (France)	488047390	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
GIE Ingenesys	Martigues (France)	504251620	Déconsolidée	Intégration globale	0,00%	50,00%	0,00%	49,99%
Dahlia SCI	Marseille (France)	518868013	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
Trouvay And Cauvin Afrique	Abidjan (Côte d'Ivoire)		Intégration proportionnelle	Intégration proportionnelle	49,00%	49,00%	48,99%	48,99%
Trouvay And Cauvin Sénégal	Dakar (Sénégal)		Déconsolidée	Intégration proportionnelle	0,00%	49,00%	0,00%	48,99%
Parlym Bangladesh	Dhaka (Bangladesh)		Déconsolidée	Intégration globale	0,00%	99,99%	0,00%	99,98%
Parlym Cameroun	Douala (Cameroun)		Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
TBAI	Tassin La Demi Lune (France)	434385498	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
EAT	Suresne (France)	383195021	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
PARLYM MAURICIUS	Ebène (Ile Maurice)		Déconsolidée	Intégration globale	0,00%	100,00%	0,00%	99,99%
TC MAURICIUS	Ebène (Ile Maurice)		Intégration proportionnelle	Intégration proportionnelle	49,00%	49,00%	48,99%	48,99%
ACI-SOMAGEP	Chaponnay (France)	404442063	Intégration globale	Intégration globale	85,15%	85,15%	85,14%	85,14%
PLCB	Gelos (France)	514789353	Intégration globale	Intégration globale	92,50%	92,50%	92,50%	92,50%
PLCB GABON	Port Gentil (GABON)		Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	92,50%	92,50%
ASYMPTOTE	Rueil Malmaison (France)	508196839	Intégration globale	Intégration globale	86,00%	86,00%	85,99%	85,99%
PARLYM MONACO	Monaco		Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
PARLYM MADAGASCAR	Antananarivo (Madagascar)		Intégration proportionnelle	Intégration proportionnelle	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
PARLYM UK			Intégration globale	Non consolidée	100,00%	0,00%	99,99%	0,00%
PARLYM PAYS-BAS			Intégration globale	Non consolidée	100,00%	0,00%	99,99%	0,00%

2.4. Entités exclues du périmètre de consolidation

Le poste « titres de participation » comprend essentiellement :

- Les titres de la société Elyse Technology, détenue à hauteur de 29,26%. Le montant des titres s'élève à 355 K€, déprécié à hauteur de 223 K€. Cette société a été exclue du périmètre de consolidation. Le Groupe n'exerce pas d'influence, dite notable et ne siège pas à l'organe de direction. C'est la raison pour laquelle elle a été considérée comme non consolidable.
La participation a augmenté postérieurement à la clôture (cf. §1.2.).
- Les titres de la société IDR, détenue à hauteur de 51%. Cette société est en cours de liquidation, ce pourquoi elle est déconsolidée depuis le 31 mars 2020. Les titres ont fait l'objet d'une dépréciation pour leur montant global, soit 503 K€.

2.5. Date d'arrêté des comptes

Société et forme juridique	Siège social	N° Siren	Date de clôture	Exercices comptables retenus	Durées retenues	Note
Engeneering and Finance Partners (E F P)	Marseille (France)	528556806	31/03/2022	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	
Parlym SAS	Marseille (France)	4001311160	31/03/2022	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	
Parlym International SAS	Marseille (France)	348497769	31/12/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
Sopren SARL	Marseille (France)	317809630	31/12/2021	01/01/2021 au 31/12/2021	12 mois	2
Sud Est Calcul SARL	Marseille (France)	349372292	31/12/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
De Viris SAS	Marseille (France)	071803795	31/12/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
La Garance SCI	Marseille (France)	443395876	31/12/2021	01/01/2021 au 31/12/2021	12 mois	2
Parmafrique	Abidjan (Côte d'Ivoire)		31/12/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
Péritec SARL	Marseille (France)	488047390	31/12/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
GIE Ingenesys	Martigues (France)	504251620	/	/	0 mois	
Dahlia SCI	Marseille (France)	518868013	31/12/2021	01/01/2021 au 31/12/2021	12 mois	2
Trouvay And Cauvin Afrique	Abidjan (Côte d'Ivoire)		31/12/2021	01/01/2021 au 31/12/2021	12 mois	2
Trouvay And Cauvin Sénégal	Dakar (Sénégal)		/	/	0 mois	
Parlym Bangladesh	Dhaka (Bangladesh)		/	/	0 mois	
Parlym Cameroun	Douala (Cameroun)		31/12/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
TBAI	Tassin La Demi Lune (France)	434385498	31/12/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
EAT	Suresne (France)	383195021	31/12/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
PARLYM MAURICIUS	Ebène (Ile Maurice)		/	/	0 mois	
TC MAURICIUS	Ebène (Ile Maurice)		31/12/2021	01/01/2021 au 31/12/2021	12 mois	2
ACI-SOMAGEP	Chaponnay (France)	404442063	31/12/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
PLCB	Gelos (France)	514789353	31/12/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
PLCB GABON	Port Gentil (GABON)		31/12/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
ASYMPTOTE	Rueil Malmaison (France)	508196839	30/06/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
PARLYM MONACO	Monaco		31/12/2021	01/04/2021 au 31/03/2022	12 mois	1
PARLYM MADAGASCAR	Antananarivo (Madagascar)		31/12/2021	01/01/2021 au 31/12/2021	12 mois	2
PARLYM UK			31/12/2021	10/03/2021 au 31/12/2021	10 mois	3
PARLYM PAYS-BAS			31/12/2021	08/12/2020 au 31/12/2021	13 mois	3

Note :

- (1) Le différentiel de date de clôture entre la SAS EFP (clôture 31 mars 2022) et les filiales ci-dessus a été appréhendé grâce à l'établissement d'une situation au 31 mars 2021 et au 31 mars 2022
- (2) Le bilan des sociétés ci-dessus a été intégré au 31 décembre 2021. Il n'y a pas eu d'événements significatifs entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2022.
- (3) Les deux sociétés ci-dessus ont été créées et leurs bilans ont été intégrés à compter de leur création jusqu'au 31 décembre 2021.

2.6. Entrées de périmètre

Les sociétés PARLYM UK et PARLYM PAYS-BAS ont été nouvellement intégrées dans les comptes consolidés au 31 mars 2022. Voici la contribution de chacune aux principaux agrégats à cette date :

en K€	PARLYM UK	PARLYM PAYS-BAS
Capitaux propres	-1	-6
Chiffre d'affaires	0	0
Résultat net	-1	-6

2.7. Sorties de périmètre

Plusieurs sorties de périmètre ont été réalisées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022 :

GIE INGENESYS :

Le GIE INGENESYS, détenu à 25% par DE VIRIS, 12,5% par PERITEC et 12,5% par SUD EST CALCUL, a été liquidé au cours de l'exercice. La liquidation était déjà en cours au 31 mars 2021.

TCS :

La société Trouvay and Cauvin Sénégal, détenue à 100% par Trouvay and Cauvin Afrique, a été dissoute par décision d'AGE, en date du 8 octobre 2021.

PARLYM BANGLADESH :

PARLYM BANGLADESH, détenue à 100% par PARLYM INTERNATIONAL a été liquidée par décision d'AGE le 10 octobre 2021.

PARLYM MAURICIUS :

PARLYM MAURICIUS, détenue à 100% par PARLYM SAS, a été dissoute. La dissolution a fait l'objet d'une parution dans les journaux locaux de l'île Maurice le 2 juin 2021.

2.8. Changements de méthodes de consolidation

Le règlement ANC 2020-01 est applicable à compter du 1er janvier 2021. Les anciens règlements applicables à l'établissement des comptes consolidés ont ainsi été abrogés. L'application de ce nouveau règlement n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

La présentation des impôts différés a, par l'application de ce règlement, été modifiée :

- Les impôts différés passifs, présentés en provisions pour risques lors des exercices précédents, sont désormais présentés en « Autres dettes et comptes de régularisation » (132 K€ contre 167 K€ l'exercice précédent).
- Les impôts différés actifs, présentés sur une ligne spécifique de l'actif lors des exercices précédents, sont désormais présentés en « Autres créances et comptes de régularisation » (859 K€ contre 1 101 K€ l'exercice précédent).
- les dotations aux amortissements de goodwill sont désormais présentés en « résultat d'exploitation » (antérieurement après le résultat exceptionnel).

3. Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

3.1. Référentiel comptable

Les comptes consolidés du Groupe EFP sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France. Les dispositions du règlement de ANC n°2020-01 sont appliquées (cf. paragraphe 2.8).

3.2. Modalités de consolidation

3.2.1. Méthodes de consolidation

La consolidation est réalisée à partir des comptes arrêtés au 31 mars 2022. Toutes les participations significatives dans lesquelles les sociétés du Groupe EFP assurent le contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le contrôle conjoint est exercé sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Certaines participations répondant aux critères ci-dessus ne sont pas consolidées du fait de leur faible impact (cf. note 2.4 "entités exclues du périmètre de consolidation").

Toutes les transactions importantes entre les sociétés consolidées sont éliminées.

L'intégration globale consiste à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;

- répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits "intérêts minoritaires" ;
- éliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

L'intégration proportionnelle consiste à :

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante la fraction représentative de ses intérêts dans les comptes de l'entreprise consolidée, après retraitements éventuels ; aucun intérêt minoritaire n'est donc constaté ;
- Éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise intégrée proportionnellement et les autres entreprises consolidées à hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise intégrée proportionnellement.

3.2.2. Élimination des opérations intragroupes

Conformément à la réglementation, les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes entre ces sociétés ont été éliminées dans les comptes consolidés.

3.3. Méthodes et règles d'évaluation

L'application des méthodes de référence du règlement ANC 2020-01 est la suivante :

Application des méthodes de référence	Obligatoire / Référence	Note
Comptabilisation des contrats de crédit-bail et des contrats assimilés	Obligatoire	3.3.3
Provisionnement des prestations de retraites et assimilés	Référence	3.3.11
Etalement des frais d'émission et primes de remboursement des emprunts obligataires sur la durée de vie de l'emprunt	Obligatoire	N/A
Comptabilisation à l'avancement des opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice	Optionnelle	3.3.5

3.3.1. Immobilisations incorporelles

3.3.1.1. Notion d'écarts d'acquisition

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre :

- Le coût d'acquisition des titres de participation ;
- La quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé.

Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits en provisions pour risques et charges et font l'objet de reprises sur une durée évaluée de la même manière que l'écart d'acquisition positif.

Conformément au règlement ANC 2020-01, l'entreprise consolidante dispose d'un délai se terminant à la clôture du premier exercice ouvert postérieurement à l'acquisition, au cours duquel elle peut procéder aux analyses et expertises nécessaires en vue de cette évaluation.

3.3.1.2. Amortissement ou dépréciation des écarts d'acquisition positifs

Pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 et suite à la modification du Code de commerce en juillet 2015 visant à transposer en droit français la directive comptable européenne de 2013, les nouveaux écarts d'acquisition ne sont plus amortis.

• Les écarts d'acquisition qui ont une durée d'utilisation **non limitée** :

- ne sont plus amortis ;
- en revanche, ils font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice.

• Les écarts d'acquisition qui ont une durée d'utilisation **limitée** :

- sont amortis sur cette durée ;
- en linéaire.

Les écarts d'acquisitions existants à l'ouverture et amortis sur les exercices antérieurs à 2016, peuvent faire l'objet d'un amortissement même postérieurement à l'exercice 2016.

Le groupe EFP a choisi d'harmoniser la méthode de comptabilisation. Ainsi, l'ensemble des écarts d'acquisition ne sont plus amortis. Ils font l'objet chaque année d'un « impairment test » afin de justifier ou non d'une dépréciation.

3.3.1.3. Evaluation des immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

3.3.1.4. Durées d'amortissement des immobilisations incorporelles

Les méthodes et durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles	Méthode	Durée
Brevets, licences	Linéaire	N/A
Logiciels et progiciels	Linéaire	AUDIT

3.3.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production. Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les principales méthodes d'amortissement et durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Méthode	Durée
Constructions	Linéaire	20 ans
Agencements, aménagements des constructions	Linéaire	5 à 30 ans
Installations techniques, matériel et outillage	Linéaire	4 à 6 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

3.3.3. Contrats de crédit-bail et contrats assimilés

Les opérations significatives (à partir de 30 K€) réalisées au moyen d'un contrat de location-financement sont retraitées selon des modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine au contrat. Les amortissements sont conformes aux méthodes et taux précités, et l'incidence fiscale de ce retraitement est prise en compte.

3.3.4. Immobilisations financières

Ce poste est essentiellement constitué de dépôts et cautionnements versés, n'ayant pas lieu d'être dépréciés.

Par ailleurs, il comprend des titres de participation dans une société non consolidée. Ceux-ci figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

3.3.5. Stocks et travaux en-cours

Les stocks de marchandises sont évalués selon la méthode CUMP : « Coût Unitaire Moyen Pondéré ».

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire des stocks devient inférieure à leur coût d'acquisition, en fonction de l'ancienneté du stock et de son niveau de rotation. Il est appliqué au prix d'achat un coefficient de dépréciation en fonction de ces critères.

Les travaux en cours sont évalués au coût de revient direct selon la méthode de l'avancement, au poste « Créances clients » à l'actif et au poste « Produits constatés d'avance » au passif. Les frais financiers et les coûts de structure ne sont pas intégrés dans la valorisation des en-cours. Seuls les coûts directs de production composés de sous-traitance technique, coûts salariaux de production et de déplacement des salariés, sont incorporés au coût de revient.

3.3.6. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.3.7. Trésorerie et valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'achat ou de souscription, hors frais accessoires.

Une dépréciation est constituée lorsque le cours de bourse ou la valeur probable de réalisation sont inférieurs à la valeur d'achat.

3.3.8. Impôts sur les bénéfices

Conformément aux prescriptions du règlement ANC 2020-01, le groupe comptabilise des impôts différés en cas :

- de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé ;

- de crédits d'impôts et de reports déficitaires.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société.

En application du règlement CRC n°99-02, les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que :

- si leur récupération ne dépend pas des résultats futurs ;
- ou si leur récupération est probable par suite de l'existence d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

Le nouveau règlement ANC 2020.01, impose l'inclusion des impôts différés passifs dans le poste « Autres dettes ».

Impact du changement futur de taux IS en France :

Nous avons constaté en résultat l'impact du changement futur du taux d'IS à 25% dans les comptes consolidés du Groupe EFP.

3.3.9. Provisions pour risques et charges

Compte tenu de l'activité du groupe, les provisions constatées ont pour objet de couvrir des risques ou litiges à caractère ponctuel ou latent. Ces éléments sont principalement relatifs à des litiges ponctuels.

3.3.10. Méthodes de conversion des opérations en devise

Les opérations en devise sont converties selon la méthode du cours de clôture.

Les comptes de bilan sont convertis au cours de clôture. Les comptes de résultat sont convertis au taux moyen.

Les différences de conversions sont enregistrées en écart de conversion dans les capitaux propres.

3.3.11. Engagements de retraite et prestations assimilés

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés pour le calcul des indemnités de départ à la retraite, est dorénavant déterminé après la prise en compte de facteurs de rotation, mortalité et d'évolution des rémunérations.

La provision est comptabilisée directement dans les comptes sociaux de certaines sociétés du groupe (sociétés africaines).

Pour les autres sociétés du groupe, elle fait l'objet d'une comptabilisation en consolidation.

3.3.12. Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituelles distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

3.3.13. Résultats par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice.

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

4. Notes sur les postes du bilan

Les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés.

4.1. Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition portent sur les entités suivantes :

ÉCARTS D'ACQUISITION BRUTS	2021.03	Augmentation	Diminution	2022.03
ACI	1 509	-	-	1 509
PARMAFRIQUE	315	-	-	315
ASYMPTOTE PROJECT MANAGEMENT	5 115	64	-	5 180
DE VIRIS SAS	343	-	-	343
EAT	2 285	-	-	2 285
ENGINEERING AND FINANCE PARTNERS	293	-	-	293
PARLYM SAS	1 840	-	-	1 840
PARLYM INTERNATIONAL SAS	4	-	-	4
PERITEC SARL	9	-	-	9
PLCB	3 222	-	-10	3 211
SUD EST CALCUL SARL	11	-	-	11
SOPREN SARL	16	-	-	16
TBAI	455	-	-	455
TROUVAY AND CAUVIN AFRIQUE	75	-	-	75
TC MAURICIUS	135	-	-	135
Total valeur brutes	15 626	64	-10	15 680
DÉPRÉCIATIONS ÉCARTS ACQUISITION	2021.03	Augmentation	Diminution	2022.03
PARMAFRIQUE	-165	-	-	-165
DE VIRIS SAS	-107	-	-	-107
EAT	-928	-	-	-928
ENGINEERING AND FINANCE PARTNERS	-162	-	-	-162
PARLYM SAS	-911	-	-	-911
PARLYM INTERNATIONAL SAS	-4	-	-	-4
PERITEC SARL	-9	-	-	-9
SUD EST CALCUL SARL	-11	-	-	-11
SOPREN SARL	-16	-	-	-16
TBAI	-34	-	-	-34
TROUVAY AND CAUVIN AFRIQUE	-75	-	-	-75
TC MAURICIUS	-135	-	-	-135
Total dépréciations et provisions	-2 556	-	-	-2 556
ÉCARTS D'ACQUISITION NETS	2021.03	Augmentation	Diminution	2022.03
ACI	1 509	-	-	1 509
PARMAFRIQUE	149	-	-	149
ASYMPTOTE PROJECT MANAGEMENT	5 115	64	-	5 180
DE VIRIS SAS	237	-	-	237
EAT	1 358	-	-	1 358
ENGINEERING AND FINANCE PARTNERS	131	-	-	131
PARLYM SAS	929	-	-	929
PLCB	3 222	-	-10	3 211
TBAI	421	-	-	421
TROUVAY AND CAUVIN AFRIQUE	-0	-	-	-0
Total valeurs nettes	13 070	64	-10	13 124

Les méthodes de comptabilisation et de dépréciation des écarts d'acquisition sont décrites en § 3.3.1.

Les variations des écarts d'acquisition sur l'exercice sont liées :

- A la diminution du montant des titres PLCB de 10 K€ chez PARLYM SAS suite à la mise en jeu de la GAP (sans variation du pourcentage de détention)
- Au versement par la société ASYMPTOTE PROJECT MANAGEMENT d'un complément de prix de 75 K€ dans le cadre d'un protocole transactionnel.

Il n'a pas été constaté d'écarts d'acquisition négatifs.

4.2. Immobilisations incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou de production.

en K€	2021.03	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	2022.03
Frais d'établissement	-	-	-	-	-
Frais rech.& développ.	-	-	-	-	-
Conces.. brevets & licences	1 241	156	-	-35	1 362
Droit au bail	-	-	-	-	-
Fond commercial	-	-	-	-	-
Autres immob.incorporelles	942	229	-	-	1 172
Mali de fusion sur actifs incorporels	-	-	-	-	-
Immob.incorporelles en cours	-	-	-	-	-
Avces/immob.incorporelles	-	-	-	-	-
Total valeurs brutes	2 184	385	-	-35	2 534
Amort./déprec.frais établissement	-	-	-	-	-
Amort./déprec. frais rech.& dév.	-	-	-	-	-
Amort./déprec. conces.. brev.& lic.	-1 028	-125	-	35	-1 118
Amort.fonds commercial	-	-	-	-	-
Prov. fonds commercial	-	-	-	-	-
Amort./déprec. autres immob.incorp.	-542	-152	-	-	-694
Amort. - Mali de fusion sur actifs incorporels	-	-	-	-	-
Prov.écarts acquisition	-	-	-	-	-
Dép. mali de fusion sur actifs incorporels	-	-	-	-	-
Prov.immob. incorp. en cours	-	-	-	-	-
Prov.av.& acpt./immo.incorp.	-	-	-	-	-
Total Amts, dép. et prov.	-1 570	-277	-	35	-1 813
Frais d'établissement	-	-	-	-	-
Frais rech.& développ.	-	-	-	-	-
Conces.. brevets & licences	213	31	-	-	244
Droit au bail	-	-	-	-	-
Fond commercial	-	-	-	-	-
Autres immob.incorporelles	400	77	-	-	477
Mali de fusion sur actifs incorporels	-	-	-	-	-
Immob.incorporelles en cours	-	-	-	-	-
Avces/immob.incorporelles	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles (net)	613	108	-	-	721

4.2.1. Fonds de commerce

Ce poste comprend des fonds de commerce issus des comptes sociaux. Ils ne sont pas amortis en consolidation. .

Si les fonds de commerce ne répondent pas à la définition d'un actif au sens du règlement ANC 2020-01, les fonds de commerce sont annulés en consolidation.

Tous les fonds de commerce ont été reclassés en écart d'acquisition.

4.2.2. Frais d'établissement

Les frais d'établissement inscrits dans les comptes sociaux sont annulés en consolidation.

4.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production, abstraction faite de toutes charges financières.

en K€	2021.03	Augmentations	Diminutions	Reclassements	Variations de périmètre	2022.03
Terrains	128	-	-	-	-	128
Agencements sur terrain	-	-	-	-	-	-
Terrains - CB LLD	-	-	-	-	-	-
Immeubles de placement : Terrains	-	-	-	-	-	-
Constructions	1 650	-	-	-	-	1 650
Immeubles de placements - Bâtiments	-	-	-	-	-	-
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-
Agencés constructions sol d'autrui	-	-	-	-	-	-
Constructions - CB LLD	773	-	-	-	-	773
Install. & mat. indust.	156	77	-1	54	-	287
Install. & mat. indust. - CB LLD	-	-	-	-	-	-
Autres immob. corporelles	2 939	955	-177	-54	-57	3 606
Autres immob. corporelles - CB LLD	-	-	-	-	-	-
Immob. corporelles en cours	-	-	-	-	-	-
Avces/immob. corporelles	-	35	-	-	-	35
Total valeurs brutes	5 645	1 067	-178	-0	-57	6 478
Amort./déprec. terrains	-	-	-	-	-	-
Amort./déprec. agencement sur terrain	-	-	-	-	-	-
Amort.terrains - CB LLD	-	-	-	-	-	-
Amort.Immeubles de placement : terrains	-	-	-	-	-	-
Amort./déprec. constructions	-894	-81	-	-	-	-975
Amort.Immeubles de placement : Bâtiments	-	-	-	-	-	-
Amort./déprec. constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-
Amort.constructions - CB LLD	-581	-17	-	-	-	-599
Amort./déprec. matériels & équip.	-71	-43	0	-38	-	-153
Amort.matériels & équip. - CB LLD	-	-	-	-	-	-
Amort./déprec. autres immo.corp.	-1 834	-430	141	38	46	-2 037
Amort.autres immob.corp. - CB LLD	-	-	-	-	-	-
Prov.immob. corp. en cours	-	-	-	-	-	-
Prov.av. & acpt./immo.corp.	-	-	-	-	-	-
Total amts, dép. et prov.	-3 380	-571	142	0	46	-3 764
Terrains	128	-	-	-	-	128
Agencements sur terrain	-	-	-	-	-	-
Terrains - CB LLD	-	-	-	-	-	-
Immeubles de placement : Terrains	-	-	-	-	-	-
Constructions	756	-81	-	-	-	675
Immeubles de placements - Bâtiments	-	-	-	-	-	-
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-
Agencés constructions sol d'autrui	-	-	-	-	-	-
Constructions - CB LLD	192	-17	-	-	-	174
Install. & mat. indust.	85	34	-	16	-	135
Install. & mat. indust. - CB LLD	-	-	-	-	-	-
Autres immob. corporelles	1 105	525	-36	-16	-11	1 567
Autres immob. corporelles - CB LLD	-	-	-	-	-	-
Immob. corporelles en cours	-	-	-	-	-	-
Avces/immob. corporelles	-	35	-	-	-	35
Immobilisations corporelles (net)	2 265	496	-36	-	-11	2 714

4.4. Location financement

Les crédits-bails immobiliers sont retraités. Les autres contrats de location-financement ne le sont pas compte-tenu de leur caractère non-significatif (inférieur à 30 K€).

en K€	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette N	Valeur nette N-1
Terrains				
Constructions	772	-598	174	191
Installations, matériels et outillages				
Autres immobilisations corporelles				
Total	772	-598	174	191

4.5. Immobilisations financières

en K€	2021.03	Augmentations	Diminutions	Autres variations*	Variations de périmètre	2022.03
Participations financières	746	-	-	189	-11	924
Créances rattach. particip.	41	-	-	-21	-	21
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements versés	578	93	-59	-	-3	609
Autres créances immobilisées	-	-	-	-	-	-
Total valeurs brutes	1 365	93	-59	168	-14	1 554
Prov. participations financières	-465	-223	-	-	-	-688
Prov. créances rattach. particip.	-	-	-	-	-	-
Prov. autres titres immob.	-	-	-	-	-	-
Prov. prêts	-	-	-	-	-	-
Prov. dépôts et caution. Versés	-	-	-	-	-	-
Prov autres créances immobilisées	-	-	-	-	-	-
Immobilisations financières (dépréciations)	-465	-223	-	-	-	-688
Participations financières	281	-223	-	189	-11	236
Créances rattach. particip.	41	-	-	-21	-	21
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements versés	578	93	-59	-	-3	609
Autres créances immobilisées	-	-	-	-	-	-
Immobilisation financières	901	-130	-59	168	-14	866

Une dépréciation est susceptible d'être constatée lorsque la valeur d'inventaire des participations, prenant entre autres la quote-part d'actif net, devient inférieure à leur coût d'acquisition.

4.6. Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours se présentent ainsi :

en K€	2021.03	Variations	Autres mouvements	Variations de périmètre	2022.03
Valeurs brutes					
Stock mat.premières & fournitures	2	-2	-	-	-0
Stock autres approvis.	-	-	-	-	-
Stock en-cours product.biens	254	59	-249	-5	59
Stock en-cours product.serv.	169	125	249	-	543
Stock pdts interm.& finis	-	-	-	-	-
Stock marchandises	1 755	361	-	-262	1 854
Total	2 180	543	-	-267	2 456
Provisions et dépréciations					
Prov.stock mat.prem.& fourn.	-	-	-	-	-
Prov.stock autres approvis.	-	-	-	-	-
Prov.stock en-crs prod.biens	-	-	-	-	-
Prov.stock en-crs prod.serv.	-	-	-	-	-
Prov.stock pdts interm.& finis	-	-	-	-	-
Prov.stock marchandises	-138	-36	-	35	-140
Stocks et encours (dépréciations)	-138	-36	-	35	-140
Valeurs nettes					
Stock mat.premières & fournitures	2	-20	-	-	-0
Stock autres approvis.	-	-	-	-	-
Stock en-cours product.biens	254	59	-249	-5	59
Stock en-cours product.serv.	169	125	249	-	543
Stock pdts interm.& finis	-	-	-	-	-
Stock marchandises	1 617	343	-	-227	1 714
Total	2 042	507	-	-232	2 316

4.7. Clients et comptes rattachés

Les créances se décomposent, par échéance, de la manière suivante :

en K€	Échéances			Provision	2022.03	2021.03
	Brut	- 1 an	+ 1 an			
Créances clients et comptes rattachés	48 757	48 757	-	-1 280	47 477	36 424
Total	48 757	48 757	-	-1 280	47 477	36 424

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Méthode de dépréciation des créances : une provision pour dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur réalisable est inférieure à la valeur comptable.

en K€	Brut	Provision	2022.03	Brut	Provision	2021.03
Clients et comptes rattachés	48 757	-1 280	47 477	37 707	-1 283	36 424
Total	48 757	-1 280	47 477	37 707	-1 283	36 424

4.8. Autres créances et comptes de régularisation

en K€	Brut	< 1 an	1 an	Provision	2022.03	Brut	< 1 an	1 an	Provision	2021.03
Avances et apports versés / commandes	40	40		-	40	8	8		-	8
Actifs d'impôt différé	859	859			859	1 101	1 101			1 101
Fournisseurs débiteurs	164	164			164	204	204			204
Créance d'impôt exigible	465	465	-		465	455	455	-		455
Cptes courants débiteurs	375	375	-	-56	319	73	73	-	22	94
Créances sur immo et comptes rattachés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances diverses	3 203	3 203	-	-	3 203	3 262	3 262	-	-	3 262
Total Autres créances	5 106	5 106	-	-56	5 050	5 103	5 103	-	22	5 124
Charges constatées d'avances	6 027	6 027	-	-	6 027	3 532	3 532	-	-	3 532
Total Autres Créances et compte de régularisation	11 133	11 133	-	-56	11 077	8 635	8 635	-	22	8 656

Méthode de dépréciation des créances :

Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4.9. Dépréciations sur actifs circulants

Les dépréciations de l'actif circulant se décomposent selon :

en K€	2021.03	Variations de périmètre	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Ecart de conversion	2022.03
Prov.cptes courants déb. C	22	-56	-	-	-22	-	-56
Total	22	-56			-22		-56

4.10. Trésorerie active

en K€	Brut	Provision	2022.03	Brut	Provision	2021.03
Valeurs mobilières de placement	5		5	5		5
Disponibilités	17 428		17 428	17 376		17 376
Total	17 433		17 433	17 381		17 381

4.11. Composition du capital social

Au 31 mars 2022, le capital social se compose de 944 217 actions d'une valeur nominale de 10€. Il n'y a pas eu de mouvement de capital au cours de l'exercice.

4.12. Provisions pour risques et charges

4.12.1. Récapitulatif

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

en K€	2021.03	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	2022.03
Provisions pour pensions et retraites	3 200	89	-326		2 963
Provisions pour litiges	964	172	-283		844
Provisions pour Garanties					
Provisions pour Amendes et pénalités					
Provisions pour pertes sur contrats	187		-87		100
Autres provisions pour risques					
Autres provisions pour charges					
Total	4 351	261	-706		3 907

Total dotations = 261 K€ dont 172 K€ en exploitation et 89 K€ en exceptionnel

Total reprises = 706 K€ dont 380 K€ en exploitation et 326 K€ en exceptionnel

Elles sont composées essentiellement de provisions pour indemnité de départ à la retraite et de provisions pour risques.

4.12.2. Indemnités de départ à la retraite et prestations assimilées

Concernant les régimes à cotisations définies, le groupe verse des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux chargés des régimes de retraite et de prévoyance.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés conformément à la recommandation ANC n°2013-02 « Engagements de retraite et avantages similaires » en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Les hypothèses d'évaluation sont les suivantes :

- Age de départ à la retraite : 62 ans plafonné à 60 ans pour les sociétés africaines ;
- Turn-over : estimé en fonction des statistiques de sorties de la DARES pour le secteur d'activité le plus proche ;
- Table de mortalité : INSEE TD 2004/2006 ;
- Taux actualisation :
 - 0.96 % pour les sociétés françaises clôturant au 31/12/2021 ;
 - 1.80% pour les sociétés françaises clôturant au 31/03/2022 ;
 - 5.85 % et 6.52 % pour les sociétés africaines ;
- Taux augmentation salaires : 1.5 % ;
- Convention collective : convention propre à chaque entité.

4.13. Emprunts et dettes financières

4.13.1. Nature et échéances des emprunts et dettes financières

Les dettes financières peuvent être ventilées par échéance de la manière suivante :

en K€	2021.03	2022.03	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	14 582	15 580	5 643	9 936	-
Dettes de location - financement	-	-	-	-	-
Intérêts courus sur emprunts	18	18	18	-	-
Total emprunts auprès des éta de crédits et loc. fin.	14 601	15 597	5 661	9 936	-
Autres emprunts et dettes financières diverses	73	123	123	-	-
Total autres emprunts et dettes financières diverses	73	123	123	-	-
Int.courus/solde créd.banque	-	1	1	-	-
Solides créditeurs de banque	1 412	1 533	1 533	-	-
Total concours bancaires courants et intérêts courus	1 412	1 534	1 534	-	-
Total	16 086	17 255	7 318	9 936	-

4.13.2. Variation des emprunts et dettes financières

en K€	2021.03	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Variations nettes	Variations de périmètre	2022.03
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	14 582	3 644	-2 642	-5	-	-	15 580
Dettes de location - financement	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus sur emprunts	18	-	-1	-	-	-	18
Total emprunts auprès des éta de crédits et loc. fin.	14 601	3 644	-2 643	-5	-	-	15 597
Autres emprunts et dettes financières diverses	73	92	-28	-0	-	-14	123
Total autres emprunts et dettes financières diverses	73	92	-28	-0	-	-14	123
Int.courus/solde créd.banque	-	-	-	-	-1	-	1
Solides créditeurs de banque	1 412	-	-	-	347	-226	1 533
Découverts bancaires	1 412	-	-	-	348	-226	1 534
Total	16 086	3 736	-2 671	-5	348	-240	17 255

4.14. Fournisseurs et autres dettes

en K€	2022.03	2021.03
Dettes fournisseurs	23 950	15 478
Total	23 950	15 478

Les autres passifs à court terme comprennent les éléments suivants :

en K€	2022.03	2021.03
Dettes sur immobilisations	109	1
Avances et acomptes reçus sur commandes	2 757	2 767
Dettes fiscales diverses et sociales	17 874	15 223
Comptes-courants créditeurs	370	488
Dettes diverses	394	242
Impôt différés Passifs	132	167
Total autres dettes	21 636	18 887
Produits constatés d'avance	5 717	4 631
Total Autres dettes & Comptes de régularisation	27 354	23 518

L'ensemble des dettes est d'échéance inférieure à un an.

5. Postes du compte de résultat

5.1. Ventilation du chiffre d'affaires

en K€	2022.03	2021.03
Sociétés Activité France	74 015	57 678
Sociétés Activité International	51 990	32 457
Holdings	-	-
SCI	38	38
Chiffre d'affaires	126 043	90 174

5.2. Autres produits d'exploitation

en K€	2022.03	2021.03
Autres Produits	218	63
Production Stockée	185	-1 218
Subventions d'exploitation	77	1
Reprises d'amortissements et provisions	457	730
Transfert de charges	440	356
Part. résultat /opérat. commun bénéfice	-	-
Total Autres produits d'exploitation	1 377	-68

5.3. Achats consommés matières premières et marchandises

en K€	2022.03	2021.03
Achats consommés matières premières et marchandises	-22 584	-14 586
Variation de stocks Marchandises	379	462
Achats de MP et autres approvisionnements	-1	-669
Variation de stocks MP et autres approvisionnements	-20	0
Total Achats consommés	-22 226	-14 793

5.4. Autres charges d'exploitation

en K€	2022.03	2021.03
Achats de sous-traitance	-21 900	-17 421
Achats n.stockés mat.& fourm.	-1 124	-771
Autres services extérieurs	0	0
Sous-traitance	-5 207	-3 435
Loyer/crédit-bail mob.	0	-3
Loyer/crédit-bail immob.	0	1
Location	-3 194	-2 587
Charges locatives	-184	-118
Entretien et réparations	-1 063	-868
Primes d'assurance	-688	-498
Etudes et recherches	0	0
Divers services extérieurs	-53	-54
Personnel intérimaire	-410	-355
Personnel extérieur	-688	0
Honoraires	-2 169	-1 515
Publicité, relations publiques	-216	-118
Transports	-4 530	-3 159
Déplacem. missions. récept.	-3 747	-1 569
Postes et telecoms	-309	-259
Services bancaires & ass.	-471	-382
Divers autres services ext.	-166	-121
Autres charges d'exploitation	-238	-403
Total autres charges d'exploitation	-46 356	-33 633

5.5. Charges de personnel

en K€	2022.03	2021.03
Rémunération du personnel	-36 953	-25 888
Charges sociales	-14 017	-9 895
Participation des salariés	-225	-186
Total Charges de personnel	-51 195	-35 968

5.6. Dotations aux amortissements et provisions

Le montant des dotations aux amortissements et aux provisions figurant en résultat d'exploitation peut être détaillé de la manière suivante :

en K€	2022.03	2021.03
Dot.amort.immobilisations	-833	-613
Dot.amort.immos CB et LLD	-17	-17
Dot.prov.risques & charges d'exploitation	-122	-721
Dot.prov.actif circulant	-137	-228
Total	-1 110	-1 580

5.7. Résultat financier

Le résultat financier se décompose comme suit :

en K€	2022.03	2021.03
Autres produits de participations	0	0
Revenus des créances et valeurs mobilières de placement	0	0
Différences positives de change	228	55
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	187
Autres produits financiers (1)	307	10
Produits financiers	535	252
Dotations financières aux amortissements et provisions (2)	-281	0
Intérêts et charges assimilées	-262	-248
Différences négatives de change	-87	-77
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Autres charges financières	-95	-7
Charges financières	-725	-332
Résultat financier	-190	-81

(1) Dont 303 K€ liés à la liquidation de Trouvay and Cauvin Sénégal

(2) Dont dotations aux provisions pour dépréciation des titres ELYSE TECHNOLOGY pour -223 K€.

5.8. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se compose de la manière suivante :

en K€	2022.03	2021.03
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	72	35
Produits exceptionnel sur opération de capital (1)	248	179
QP de subv.virée au résultat	0	0
Transfert de charges exceptionnelles	0	0
Reprises exceptionnelles (2)	463	34
Total des produits exceptionnels	783	248
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (3)	-220	-334
Charges exceptionnelles sur opérations en capital (4)	-520	-246
Autres charges exceptionnelles	0	0
Compte de liaison exceptionnel	0	0
Dotations exceptionnelles aux amort. & provisions (5)	-337	-927
Total des charges exceptionnelles	-1 077	-1 507
Charges et produits exceptionnels	-294	-1 258

- (1) Dont 40 K€ liés à la liquidation du GIE INGENESYS et 143 K€ liés à la liquidation de Trouvay and Cauvin Sénégal.
- (2) Dont 326 K€ de reprise de provision pour indemnité de départ à la retraite et 79 K€ de reprise de provision pour litige.
- (3) Dont -106 K€ liés à une indemnité de départ en retraite chez ASYMPTOTE et -66 K€ issus de la perte N-1 de la succursale du Congo chez PARLYM INTERNATIONAL
- (4) Dont :
- -254 K€ liés à la liquidation de Trouvay and Cauvin Sénégal
 - -42 K€ liés à la liquidation du GIE INGENESYS
 - -106 K€ liés à la liquidation de PARLYM BANGLADESH
 - -71 K€ liés à la liquidation de PARLYM MAURITIUS
- (5) Dont -89 K€ de dotation à la provision pour indemnité de départ à la retraite

6. Impôt sur les sociétés

6.1. Détail de la charge d'impôt sur les sociétés

en K€	2022.03	2021.03
Impôts sur les sociétés	-1 466	-1 142
Impôts différés	-207	331
Impôts sur les résultats	-1 673	-811

6.2. Ventilation de l'imposition différée par nature

Les impôts différés actif et passif s'analysent comme suit :

en K€	mars-22	mars-21
Déclages temporaires	126	136
Reports fiscaux déficitaires	42	161
Frais d'acquisition de titres	13	20
Indemnité de départ à la retraite	736	840
Total ID Actifs	917	1 158
Juste valeur actifs amortissables	-76	-88
Crédit-bail	-43	-51
Provisions réglementées	-70	-69
Décalages temporaires		-15
Total ID Passifs	-190	-223

Impôts différés après compensation		
Impôts différés actifs	859	1 101
Impôts différés passifs	-132	-167

6.3. Déficits fiscaux non activés

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que :

- si leur récupération ne dépend pas des résultats futurs ;
- ou si leur récupération est probable par suite de l'existence d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

6.4. Détail des postes d'impôts différés

en K€	mars-22	mars-21
Impôts différés - actif	859	1 101
Impôts différés - passif	-132	-167
Solde net d'impôt différé	728	935
Impact sur les réserves consolidées	935	380
Impact sur le résultat consolidé	-207	331
Mouvements de périmètre		223
Impact sur les capitaux propres consolidés	728	935

Conformément aux prescriptions du règlement ANC 2020-01, le groupe comptabilise des impôts différés en cas :

- de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé ;
- de crédits d'impôts et de reports déficitaires, dans la mesure où leur probabilité de récupération est forte.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société.

En application du règlement CRC n°99.02, les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.

6.5. Preuve d'impôt

en K€	2022.03	2021.03
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 582	460
<i>Neutralisation de la QP des résultats Stés M.E.</i>	-	-
<i>Neutralisation des dot. & reprise Amorts sur EA</i>	-	-
Résultat net des sociétés intégrées	2 582	460
Impôts sur les résultats	1 673	811
<i>Résultat net avant impôts</i>	<i>4 255</i>	<i>1 272</i>
Impôt théorique au taux en vigueur (1)	1 127	356
Différence d'impôt	545	455
Décalages permanents	122	246
Pertes non activées	38	179
Utilisation déficit antérieur non activé	-0	-64
Déficits fiscaux antérieurs nouvellement activés en N		
Crédits d'impôt	-1	-1
Impact sociétés étrangères (taux local différent, différence d'impositio	157	26
Impact variation taux IS	9	39
Régime mère-fille	85	35
Plus-value non imposable		
Autres décalages (2)	135	-6
Différence d'impôt	545	455

(1) Le taux en vigueur est de 26,5 % au 31 mars 2022. Il était de 28 % au 31 mars 2021.

(2) Dont

- 44 K€ chez EFP :
 - Annulation de l'IDP sur la provision pour dépréciation du C/C IDR (société déconsolidée) pour -15 K€
 - Provision pour dépréciation des titres ELYSE TECHNOLOGY pour 59 K€
- 85 K€ chez PARLYM INTERNATIONAL :
 - 50 K€ liés aux succursales
 - 35 K€ liés aux mouvements de titres (dotations et reprises de provisions, constatation d'un résultat de dilution en consolidation).

7. Autres informations

7.1. Effectif moyen

L'effectif moyen employé par les entreprises intégrées se décompose comme suit:

	2022.03	2021.03
Total	743	702

7.2. Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes sur le Groupe est de 69 K€.

7.3. Engagements financiers donnés et reçus

Société	Nature d'engagements	Donnés	Reçus
PARLYM SAS	Nantissements de titres	12 462	
	Cautionnement prêt	3 000	
	Garantie d'actifs et de passifs (1)		851
EAT	Cautionnements		300

(1) La société PARLYM SAS a reçu une garantie d'actifs et de passifs plafonnée à une indemnisation globale représentant 15% du prix des actions d'ASYMPTOTE cédées, soit un montant de 851 396,82€.

Aussi, cette garantie est plafonnée à un montant de 50 000€ en ce qui concerne les éventuels préjudices se rapportant à la société ASYMPTOTE AFRICA.

8. Informations sectorielles

8.1. Ventilation des immobilisations

en K€	Immobilisations corporelles et incorporelles nettes			
Zone géographique	31/03/2022	%	31/03/2021	%
Holdings	54	2%	78	3%
SCI	1 078	31%	1 192	41%
Sociétés Activité France	1 686	49%	1 310	46%
Sociétés Activité International	620	18%	299	10%
Total	3 437	100%	2 878	100%

8.2. Répartition du chiffre d'affaires

en K€	Chiffre d'affaires			
Zone géographique	31/03/2022	%	31/03/2021	%
Holdings	0	0%	0	0%
SCI	38	0%	38	0%
Sociétés Activité France	70 661	56%	56 014	62%
Sociétés Activité International	55 344	44%	34 121	38%
Total	126 043	100%	90 174	100%

8.3. Ventilation du résultat net (part Groupe)

en K€	Résultat net	
Zone géographique	31/03/2022	31/03/2021
Holdings	-547	-69
SCI	1	-38
Sociétés Activité France	2 864	427
Sociétés Activité International	145	298
Total	2 463	618

9. Parties liées

9.1. Transactions

Aucune information n'est à communiquer dans la mesure où les transactions réalisées entre le Groupe consolidé et ses parties liées au sens d'IAS 24, sont soit exclues de la liste des transactions à mentionner (conventions intragroupe), soit conclues à des conditions normales de marché, soit concernent des opérations non significatives.

9.2. Dirigeants

Aucune information n'est communiquée sur la rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction. Elle aboutirait à communiquer un montant individuel.